

ZOOMMED

LA PUISSANCE À PORTÉE DE LA MAIN



RAPPORT ANNUEL 2012



2012 : LE PRESCRIPTEUR ZRX ATTEINT DE NOUVELLES FRONTIÈRES

LA PLEINE RÉALISATION DE LA VISION ZOOMMED

ZoomMed s'est toujours démarquée par sa vision avant-gardiste dans l'élaboration de solutions technologiques pour les professionnels de la santé. Après avoir élaboré, elle-même, plusieurs applications nécessaires à ces derniers, pour gérer et échanger des informations essentielles à leur pratique professionnelle, ZoomMed est en voie de franchir les dernières étapes vers la pleine réalisation de sa vision :

- ▶ Mettre à la disposition du réseau une plateforme transactionnelle multifonctionnelle qui deviendra « de facto », par sa simplicité et son efficacité, le lieu d'échange privilégié entre les différents intervenants du secteur de la santé;
- ▶ Ajouter et relier fonctionnellement les assureurs privés aux utilisateurs actuels de la plateforme;
- ▶ Assurer la neutralité et l'universalité de cette plateforme en la rendant accessible et interfacée aux différentes applications présentement utilisées dans le réseau.





TABLE DES MATIÈRES

Les avantages du réseau médical interopérable de ZoomMed.....	2
PraxisLab.....	4
EvEMR.....	5
Message aux actionnaires.....	6
Rapport de gestion par la direction.....	10
Rapport de la direction.....	24
Rapport financier consolidé.....	25
Renseignements corporatifs.....	57

PROFIL

ZoomMed et ses filiales se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

ZoomMed construit et exploite la plateforme de communication **e-Pic**, un réseau interopérable d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées, assureurs privés, employeurs et autres.

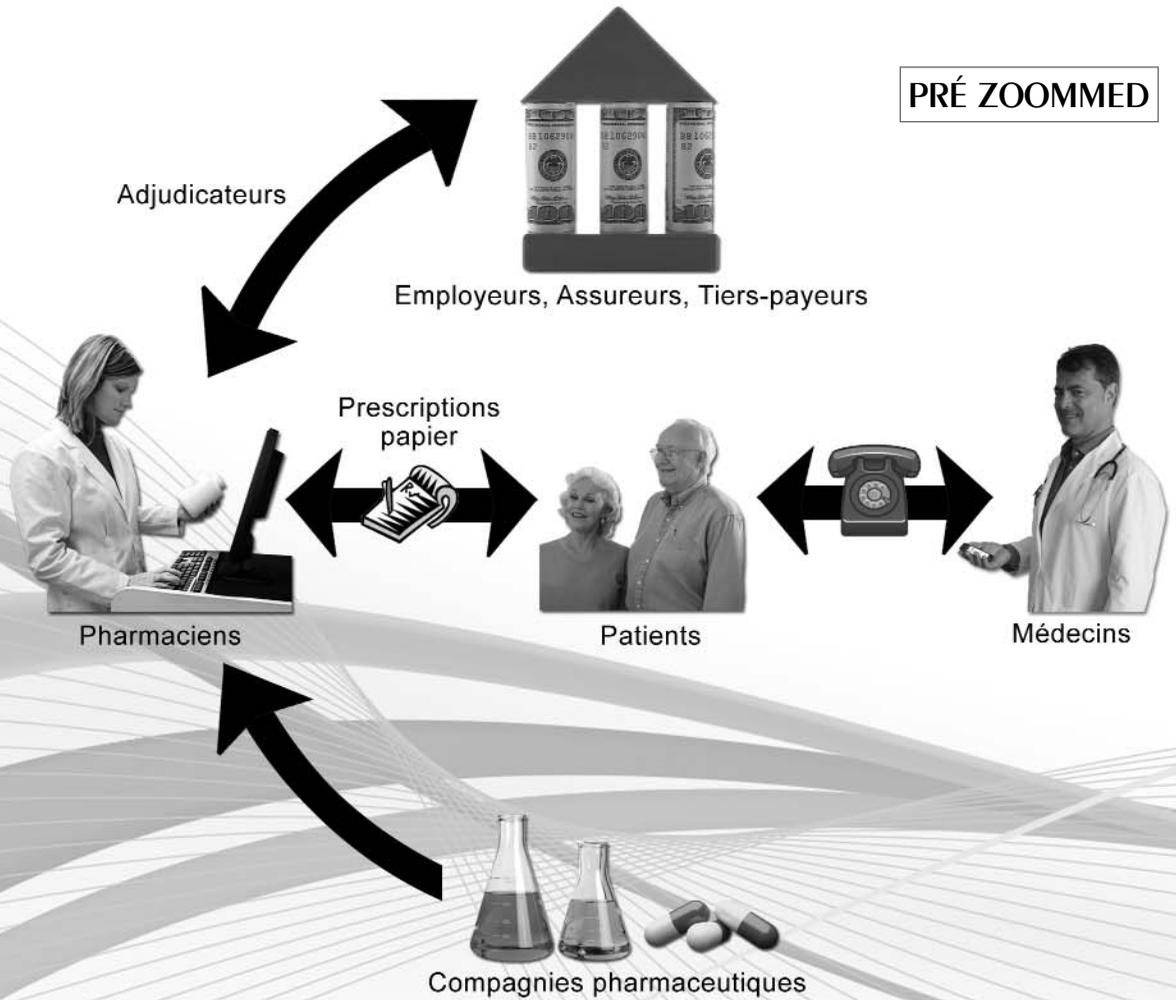
L'élément déclencheur de ce réseau est le **Prescripteur ZRx** de **ZoomMed**. L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions de la société sont inscrites à la bourse de croissance du TSX sous le symbole ZMD.





LES AVANTAGES DU RÉSEAU MÉDICAL INTEROPÉRABLE DE ZOOMMED



1 Pharmaciens

- ▶ Identification comme pharmacie participante sur le réseau;
- ▶ Transmission électronique des ordonnances directement dans le système du pharmacien;
- ▶ Gestion plus efficace, plus rapide et sans erreur du processus de traitement des ordonnances;
- ▶ Amélioration des programmes de fidélisation de la clientèle;
- ▶ Amélioration du taux d'adhérence de la première ordonnance;
- ▶ Plateforme de communication améliorée avec les médecins;
- ▶ Programmes d'observance de prise des médicaments.

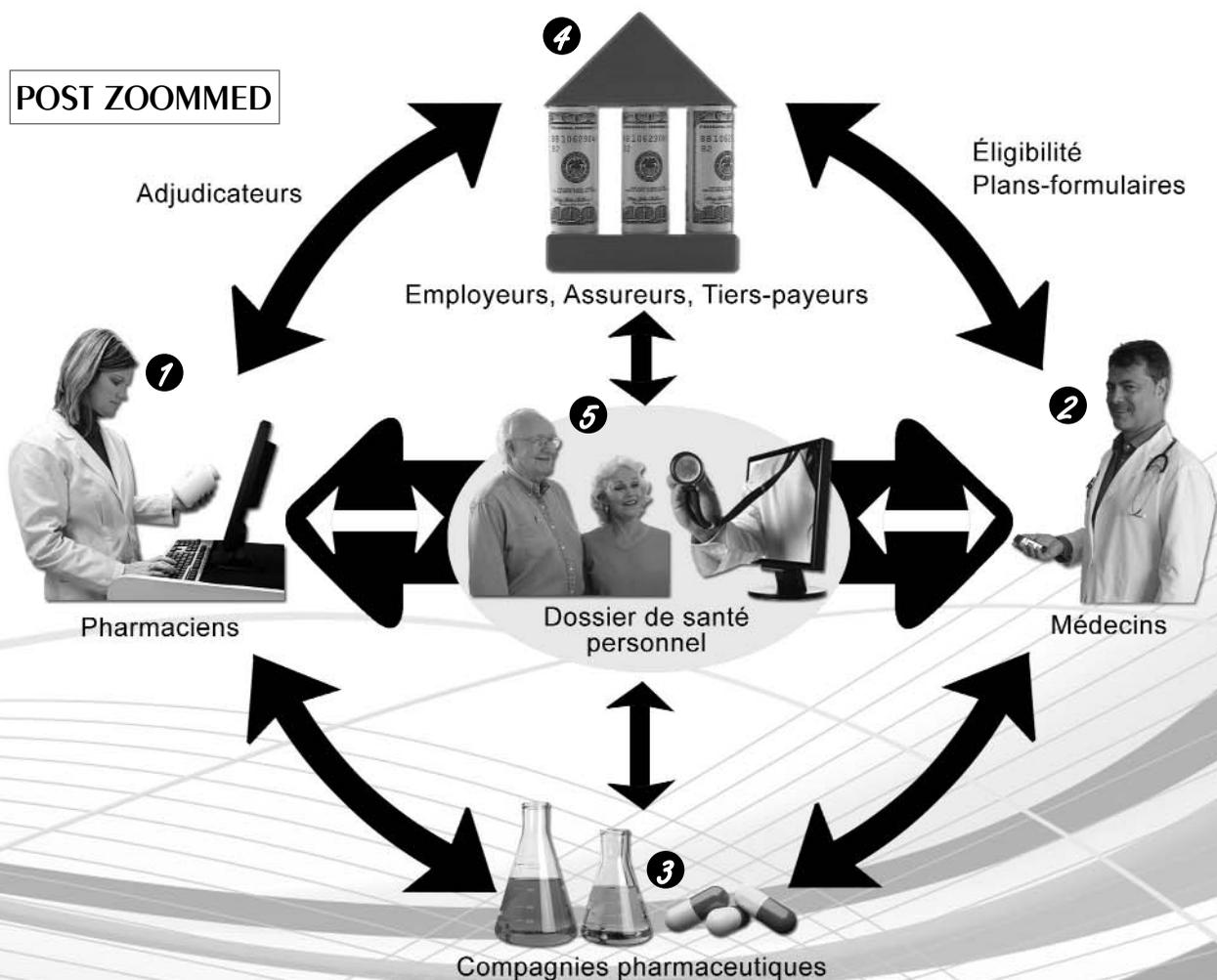
2 Médecins

- ▶ Information sur les médicaments (monographies);
- ▶ Outils pour une meilleure pratique médicale;
- ▶ Information de couverture sur les plans-formulaires;
- ▶ Argumentaires électroniques (vidéos, e-detailing);
- ▶ Formulaires de demande pour les financements de recherche;
- ▶ Listes des pharmacies participantes au réseau;
- ▶ Accès facile aux dernières études cliniques;
- ▶ Mentorats en ligne (formation des formateurs);
- ▶ Détection des interactions médicamenteuses et alertes pour les interactions médicaments-allergies.





LES AVANTAGES DU RÉSEAU MÉDICAL INTEROPÉRABLE DE ZOOMMED



3 Compagnies pharmaceutiques

- ▶ Programmes de soutien à l'observance et programme de support aux patients;
- ▶ Programmes de co-paiement;
- ▶ Visibilité des produits, argumentaires électroniques (vidéos, e-detailing);
- ▶ Diffusion de programmes d'éducation médicale;
- ▶ Positionnement et sensibilisation de produits de marque;
- ▶ Formulaires d'exception (formulaires de pré-autorisation);
- ▶ Accès privilégié à certains leaders d'opinion clés.

4 Employeurs, Assureurs, Tiers-payeurs

- ▶ Réduction des coûts des médicaments;
- ▶ Meilleurs services de santé pour les employés;
- ▶ Réduction du taux d'absentéisme;
- ▶ Augmentation de la productivité;
- ▶ Augmentation du pouvoir de négociation avec les compagnies pharmaceutiques;
- ▶ Accès à l'historique de la médication des patients;
- ▶ Admissibilité et validation des plans-formulaires de médicaments;
- ▶ Plans-formulaires de médicaments personnalisés.

5 Patients

- ▶ Accès aux informations sur les maladies et sur la médication;
- ▶ Accès à la liste des pharmacies participantes du réseau;
- ▶ Accès à la liste des cliniques spécialisées (ex : clinique de perfusion);
- ▶ Économies de coûts;
- ▶ Meilleurs services de gestion et de suivi en soins de santé;
- ▶ Renouvellement automatique des ordonnances.





Déjà sélectionnée par une des chaînes de pharmacies majeures au Québec, **PraxisLab** est une application de gestion de pharmacie qui améliore les services aux patients, assiste le travail du personnel tout au long de la journée et simplifie le travail d'équipe dans la pharmacie avec son tableau de bord unique et convivial.

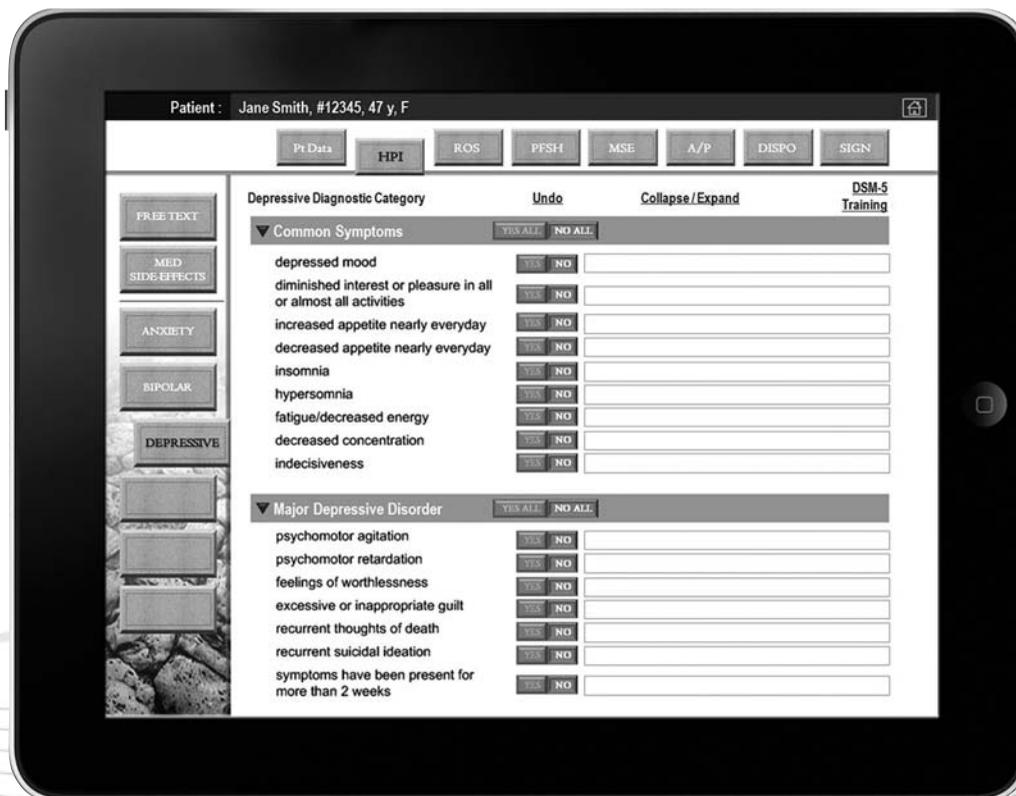
PraxisLab est une application en ligne sécurisée et intuitive utilisant une conception visuelle exceptionnelle et nécessitant un minimum de formation.

Il s'agit d'une application en ligne utilisant les technologies les plus récentes et fonctionnant sur PC, Mac, iPad ou d'autres appareils portables intelligents.

Les mises à jour sont simplifiées et aucune procédure de gestion de sauvegarde n'est nécessaire. Il s'agit d'une application moderne dans laquelle il est facile d'ajouter de nouvelles fonctionnalités et où l'interopérabilité est assurée. Elle offre une capacité d'utilisation multi-sites en pharmacies.

PraxisLab augmente la rentabilité, est facile à installer et simple à utiliser, à des coûts d'acquisition et d'entretien très raisonnables.





ZoomMed développe un logiciel en partenariat avec Sharpe Medical Consulting pour mettre en application et commercialiser, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique « DMÉ » s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Ce DMÉ propose une solution simplifiée pour classer et catégoriser les critères diagnostiques et recherches statistiques des troubles mentaux spécifiques du DSM-5, (Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux), une aide à la décision clinique basée sur les lignes directrices en psychiatrie ainsi que du matériel éducatif pour les patients, directement au point de services. Il s'agit d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. Le module de notes-cliniques comprend un sommaire médical exhaustif du patient, un puissant module de rapports ainsi qu'une section d'informations cliniques.

Avec les programmes de subventions suivis par l'apparition de sanctions gouvernementales, la plupart des psychiatres seront amenés dans un avenir rapproché à utiliser un système de DMÉ. On estime qu'il y a 55 000 psychiatres aux États-Unis et au Canada et le marché potentiel ne se limite pas aux psychiatres. Avec la sortie du DSM-5, tous les intervenants en soins de santé comportementale devront migrer vers ce nouveau schéma de diagnostic. Cela comprend des psychologues et des travailleurs sociaux. On estime qu'il y a près de 100 000 psychologues et plus de 800 000 travailleurs sociaux aux États-Unis.

Actuellement, les diagnostics psychiatriques sont classés par le DSM-4. Ce manuel est publié par l'American Psychiatric Association (APA) et couvre tous les troubles de santé mentale pour les enfants et les adultes. Les professionnels en soins de santé mentale utilisent ce manuel lorsqu'ils travaillent avec les patients afin de mieux comprendre leurs maladies, le traitement à prodiguer ainsi qu'aider les assureurs privés à comprendre les besoins d'un patient. Ce manuel est généralement considéré comme la « Bible » pour tout professionnel qui pose des diagnostics psychiatriques aux États-Unis et dans de nombreux autres pays. La cinquième édition (DSM-5) est actuellement en préparation et devrait être publiée en mai 2013 par l'APA.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Chers actionnaires, clients et employés de **ZoomMed**,

Il n'y a pas de secret, le réseau de la santé se doit d'être plus efficace afin de transiger et d'échanger de l'information, s'il veut se donner la moindre chance de fournir à la population des soins de santé de plus en plus sophistiqués et ce, à des coûts que les individus et la société en général pourront assumer.

ZoomMed est née d'une vision technologique, à la fois éclairée et précoce, de la façon de structurer efficacement les échanges d'informations et les transactions dans le secteur de la santé. Cette vision reconnaît le médecin comme l'intervenant centrique du réseau global de la santé, mais elle s'assure d'établir une communication, simple et fonctionnelle, entre l'ensemble des intervenants de la santé. Elle privilégie un échange d'information bidirectionnel entre ces intervenants dans le but de prendre des décisions cliniques et administratives rapides, plutôt que d'alourdir les lignes de communications à des fins de statistiques et de contrôle.

Comme pour toutes les organisations visionnaires, il faut avoir à la fois la conviction et la détermination nécessaire pour garder le cap, alors que certains pourraient trouver le chemin trop long et difficile. Or, les développements récents dans les réseaux de santé nord-américains, ainsi que les dernières réalisations de **ZoomMed**, viennent de plus en plus confirmer la justesse de cette vision globale et le rôle important que **ZoomMed** pourra jouer dans un tel contexte.

RÉALISATIONS 2011-12

Dans mon message de l'an dernier, je vous faisais part de notre objectif prioritaire de pénétrer le marché américain et de ma conviction profonde que notre type de solution était exactement ce qui plairait aux professionnels de la santé américains. Ce marché offre un potentiel de développement exceptionnel. Il est dix fois plus grand que celui du Canada avec plus de 550 000 médecins et plus de 4 milliards de prescriptions par année. De plus, nous sommes arrivés dans le contexte idéal d'un marché en pleine expansion, stimulé par les programmes incitatifs de l'administration Obama visant à subventionner les médecins qui adoptent des technologies de l'information, tel qu'un prescripteur électronique.

La réception que nous avons eu du marché américain s'est avérée au-delà de nos attentes. Notre stratégie consistait à déployer rapidement le plus grand nombre de **Prescripteur ZRx** entre les mains des médecins américains pour ainsi créer une valorisation importante de notre réseau de communication auprès d'une série de clients et partenaires potentiels. Pour faciliter la pénétration rapide de cet immense marché, **ZoomMed** a opté pour une stratégie de distribution en partenariat avec des joueurs majeurs déjà bien établis. Les qualités technologiques du **Prescripteur ZRx** et sa valeur stratégique, lorsqu'il se retrouve entre les mains d'un médecin, a fait en sorte que plusieurs fournisseurs de Dossier Médical Électronique cherchent à conclure des ententes avec **ZoomMed** visant à intégrer le **Prescripteur ZRx** à leur solution globale.

Voici une liste sommaire des ententes de ce type conclues au cours de la dernière année :

CAREEVOLVE.COM INC

Cette filiale à part entière de BioReference Laboratories Inc. (NASDAQ :BRLI) transige déjà avec 35 000 médecins qui utilisent son portail électronique pour soumettre des requêtes de laboratoire, la gestion des résultats et l'archivage. Cette année, CareEvolve a conclu une entente avec **ZoomMed** pour l'incorporation du **Prescripteur ZRx**, qui notamment a déjà été pleinement intégré à son portail et est donc à la pleine disposition de 35 000 médecins.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

TOUCH MEDIX LLC.

Ce fournisseur de logiciels médicaux de la Californie a intégré le *Prescripteur ZRx* dans sa gamme de solutions avant-gardistes déjà utilisées par plus de 5 000 médecins, infirmières et autres professionnels de la santé.

INSURANCE DATA SERVICES INC. (IDS)

Une entente récente avec cette entreprise qui intègre déjà le *Prescripteur ZRx* à ses solutions de facturation de services médicaux. Ces solutions permettent à plus de 1 000 médecins de gérer les dossiers administratifs de plus de 100 000 patients dans 15 états différents.

SMART e-CHARTS

Ce fournisseur de logiciels médicaux de l'état de New-York fait une entrée remarquée sur le marché avec des solutions innovatrices auxquelles est maintenant interfacé le *Prescripteur ZRx*.

SHARPE MEDICAL CONSULTING

En cours d'année, **ZoomMed** a conclu un contrat de développement de logiciels totalisant \$1 millions avec SHARPE MEDICAL CONSULTING de Washington D.C. et a de plus créé un partenariat avec ces derniers pour la création et la commercialisation d'un Dossier Médical Électronique (DMÉ) pour les professionnels en soins de santé comportementale (55 000 psychiatres, 100 000 psychologues et plus de 800 000 travailleurs sociaux aux États-Unis). SHARPE MEDICAL CONSULTING est une autorité reconnue dans l'élaboration de solutions visant l'application fonctionnelle des manuels de normes DSM (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders) et s'avère un partenaire stratégique exceptionnel pour assurer la pénétration de la technologie de **ZoomMed** dans ce marché. Évidemment le *Prescripteur ZRx* sera partie intégrante de la solution globale offerte à ces professionnels dans un domaine où la pharmacothérapie est la plus utilisée dans les plans de traitement des patients.

LA PLEINE RÉALISATION DE LA VISION ZOOMMED

Les derniers développements dans les réseaux de santé nord-américains et les discussions avec les nombreux partenaires actuels et potentiels de **ZoomMed** sont venus confirmer les éléments de base de la vision de **ZoomMed** :

- ▶ Le médecin est, sans contredit, l'intervenant centrique du réseau;
- ▶ Les intervenants de la santé ne souscriront à un réseau que dans la mesure où ce dernier est technologiquement simple et efficace, qu'il facilite leur pratique et accélère leur prise de décision;
- ▶ Le réseau doit tenir compte de la contribution croissante de certains intervenants des réseaux de la santé, tels que les sociétés pharmaceutiques, les assureurs, tiers-payeurs et les chaînes de pharmacies;
- ▶ Les patients s'attendent à participer plus activement à leur plan de soins pour maximiser leur bien-être et réduire leurs coûts. Grâce à l'internet, ils sont beaucoup mieux informés sur leur pathologie et besoins de santé.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Pour optimiser la prescription médicamenteuse nous irons encore plus loin. La prochaine génération du **Prescripteur ZRx** prendra en considération la médecine factuelle ou « Evidence-Based Medicine (EBM) » ainsi que le développement des Guides de Bonnes Pratiques (GBP) permettant la diffusion des meilleurs standards thérapeutiques auprès des médecins. Ces GBP sont une réponse au problème de la qualité des choix stratégiques adoptés pour un patient donné. Ils constituent, d'une part, une solution pour éviter les erreurs de transcription, de posologie, les interactions médicamenteuses ou les contre-indications médicamenteuses et d'autre part l'optimisation de la prescription médicamenteuse en y incluant l'observance thérapeutique, les plans d'assurance etc.

Dans le même ordre d'idée, nous avons conclu une entente pour l'exploitation exclusive de la plateforme de communication interactive médicale sécurisée « CESAMSPHERE », développée par le Centre d'Expertises et de Services pour l'Avancement Médical inc. (CESAM). L'entente permet l'ajout de nouvelles fonctionnalités au **Prescripteur ZRx** ainsi qu'à notre **réseau de communications e-Pic**, telles que la télé-expertise médicale, la formation médicale continue et les services d'interprétation de tests diagnostiques de laboratoires par les spécialistes, consolidant ainsi le pont entre les médecins, les pharmaciens et les autres intervenants du réseau de la santé.

Au cours de la dernière année, **ZoomMed** a réalisé des ententes et fait certains ajustements qui l'amène tout près de la pleine réalisation d'une vision qui, il y a à peine quelques années, était qualifiée de « futuriste ».

Après avoir développé un prescripteur électronique dont l'avantage technologique est reconnu de plus en plus par les médecins canadiens et américains, **ZoomMed** a progressivement capitalisé sur le rôle stratégique du médecin pour construire autour de celui-ci, une plateforme transactionnelle multifonctionnelle qui est en voie de devenir « de facto », par sa simplicité et son efficacité, le lieu d'échange privilégié entre les différents intervenants du secteur de la santé. Ainsi naissait le **réseau de communication e-Pic de ZoomMed**.

Nous avons déjà bien intégré les sociétés pharmaceutiques à cette plateforme **e-Pic**. Dans la prochaine année, nous planifions accentuer nos efforts afin de relier fonctionnellement les assureurs privés aux utilisateurs actuels de la plateforme. Dans un contexte où la croissance des coûts des programmes de santé devient très inquiétante, les assureurs privés et les employeurs commanditaires de régimes recherchent de plus en plus la collaboration des intervenants de la santé pour assurer la survie économique de ces programmes de santé et des régimes d'assurance qui existent actuellement. Pour y arriver, les assureurs ont besoin d'une plateforme de communication fonctionnelle :

- ▶ Avec les médecins pour optimiser les plans de traitement, lorsqu'il y a lieu;
- ▶ Avec les sociétés pharmaceutiques, pour que ces dernières tiennent compte du pouvoir d'achat et de l'importante contribution financière des payeurs de régime, comme ils le font d'ailleurs déjà pour les assureurs gouvernementaux;
- ▶ Avec les pharmaciens et les services de pharmacie postale, pour minimiser les coûts pour des services de pharmacothérapie équivalents.

Enfin, il est devenu évident que **ZoomMed** s'est progressivement transformée d'un rôle plus spécialisé de concepteur d'applications technologiques pour les professionnels de la santé (**Prescripteur ZRx** et système de gestion de pharmacie **PraxisLab**) vers un rôle plus global d'opérateur d'une plateforme transactionnelle multifonctionnelle reliant non seulement les professionnels utilisant leur propre technologie mais l'ensemble des fournisseurs de technologies et intervenants de la santé. Les nombreuses ententes, déjà intervenues ou en voie de négociations avec différents partenaires stratégiques, contribuent grandement à établir la neutralité et l'universalité de la plateforme **e-Pic**, ainsi que son accessibilité par les différentes applications présentement utilisées dans le réseau.





MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

REMERCIEMENTS

En terminant je désire remercier les différents intervenants de la santé qui nous ont fait confiance en adoptant notre **réseau de communication e-Pic** à titre de plateforme de communication privilégiée avec les autres intervenants de la santé. Nous désirons les assurer que notre objectif demeurera toujours de mettre notre technologie à leur service pour simplifier leur travail et le rendre plus efficace. Merci aussi aux nouveaux partenaires qui nous ont supportés dans la réalisation de notre vision et qui ont contribué, en utilisant notre plateforme **e-Pic**, à donner à cette dernière encore plus de valeur ajoutée et à la faire reconnaître par le milieu à titre de plateforme neutre et universelle.

Nos employés ont été des contributeurs essentiels à notre développement. Leur énergie et leur créativité sont à la base de nos avancés technologiques. Nous sommes fiers d'eux et leur sommes très reconnaissants.

Je tiens aussi à souligner l'importante contribution des administrateurs de la société dans les grandes décisions d'orientation stratégique de **ZoomMed**.

Enfin, je tiens à remercier tous les actionnaires de **ZoomMed** pour la confiance qu'ils nous ont manifestés. Notre priorité demeure la valorisation de votre investissement et nous croyons que les récents développements sont prometteurs en ce sens.

Le président et chef de la direction,

Yves Marmet





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 mai 2012 et 31 mai 2011. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2010.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 14 septembre 2012. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans le présent rapport financier consolidé. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

La société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} juin 2010 et pour toutes les périodes présentées suséquentes.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers audités et consolidés ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« **ZoomMed** ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « **Prescripteur ZRx** », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tels que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Santé Électronique (DSÉ).

Le « **réseau de communication e-Pic** » de la société est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres.

De plus, la société offre « **PraxisLab** » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. **PraxisLab** utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récentes.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL

INFORMATION ANNUELLE SÉLECTIONNÉE

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2010 ⁽¹⁾
Revenus d'opération	2 617 593 \$	2 877 887 \$	1 523 642 \$
Revenus d'intérêts	858 \$	7 681 \$	43 917 \$
Frais de vente	1 237 080 \$	1 235 482 \$	1 172 982 \$
Frais d'administration	1 677 754 \$	2 376 334 \$	1 686 636 \$
Frais d'opération	1 019 054 \$	1 184 253 \$	1 118 690 \$
Frais de développement	882 775 \$	965 041 \$	764 269 \$
EBITDA	(2 198 212) \$	(2 875 542) \$	(3 175 018) \$
Frais financiers	231 770 \$	10 896 \$	7 891 \$
Amortissements	655 745 \$	818 679 \$	1 147 341 \$
Perte nette et résultat global	(3 085 727) \$	(3 705 117) \$	(4 330 250) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,024) \$	(0,032) \$	(0,044) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 474 687	116 434 515	99 088 360

(1) Les informations financières de 2010 n'ont pas été ajustées pour refléter les nouvelles normes IFRS. Seulement les informations financières de 2011 ont été modifiées.

Les revenus d'opération pour l'exercice 2012 sont composés principalement des revenus générés par le **réseau de communication e-Pic**. Pour l'exercice 2011, les revenus d'opération sont composés des revenus générés principalement par le **réseau de communication e-Pic**, soit 2 147 887 \$, ainsi que des revenus provenant de la vente de droits d'exploitation du logiciel **PraxisLab** totalisant 730 000 \$. Les revenus générés par le **réseau de communication e-Pic** proviennent essentiellement de contrats signés auprès des compagnies pharmaceutiques et ont connu une augmentation de 22 % comparativement à l'exercice 2011 et 71 % comparativement à l'exercice 2010. Ces contrats sont pour une durée principalement d'un an et sont constatés linéairement sur la durée des ententes. Une portion des revenus est donc inscrite au passif à titre de revenus reportés.

La somme des revenus d'opération et des revenus reportés reflète bien la progression des contrats signés auprès des pharmaceutiques. Au 31 mai 2012, les revenus reportés et les revenus d'opération totalisaient 5 207 865 \$ comparativement à 3 191 361 \$ au 31 mai 2011 et 2 482 475 \$ au 31 mai 2010, représentant une augmentation de 63 % comparativement à l'exercice 2011 et de 110 % comparativement à l'exercice 2010. L'efficacité de notre outil est incontestable et devient une solution fiable et rapide pour les compagnies pharmaceutiques afin de rejoindre les médecins.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Les frais de ventes sont demeurés constants, alors que des efforts de ventes accrues ont été déployés pour le développement du marché américain. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, plusieurs ententes et alliances stratégiques ont été conclues, particulièrement aux États-Unis.

La baisse des frais d'administration s'explique principalement par une rationalisation des effectifs et par la diminution des coûts non-récurrents de rémunération à base d'actions.

Les frais d'opération s'élèvent à 1 019 054 \$ pour l'exercice 2012, à 1 184 253 \$ pour l'exercice 2011 et à 1 118 690 \$ pour l'exercice 2010.

Les frais de développement du **Prescripteur ZRx** sont comptabilisés sous deux formes, une portion (les nouvelles fonctionnalités) est capitalisée dans les actifs incorporels en fonction des avantages économiques futurs et l'autre portion est comptabilisée à la dépense. Pour l'exercice clos le 31 mai 2012, les frais de développement capitalisés étaient de 472 286 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 882 775 \$ pour un total de 1 355 061 \$. Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les frais de développement capitalisés étaient de 242 266 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 965 041 \$ pour un total de 1 207 307 \$. Pour l'exercice clos le 31 mai 2010, les frais de développement capitalisés étaient de 323 153 \$ et les frais de développement passés à la dépense de 764 269 \$ pour un total de 1 087 422 \$. L'augmentation des frais de développement au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012 est attribuable aux frais de développement du logiciel **PraxisLab** acquis en février 2011. Ces frais seront capitalisés jusqu'à la mise en marché du produit.

L'augmentation constatée des frais financiers est essentiellement reliée aux frais financiers et à l'intérêt couru reliés à la débenture émise en date du 30 septembre 2011.

La société affiche un EBITDA de (2 198 212) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012 comparativement à (2 875 542) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011. L'EBITDA pour l'exercice clos le 31 mai 2010 s'élevait à (3 175 018) \$.

La société affiche une perte nette de 3 085 727 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012, de 3 705 117 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011 et de 4 330 250 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2010.

La société a enregistré une perte par action de 0,024 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012, de 0,032 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011 et de 0,044 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2010.

Les informations trimestrielles suivantes sont présentées sur la même base que les états financiers consolidés. Les montants figurant ci-dessous représentent avec justesse les résultats trimestriels non audités qui doivent être lus en parallèle avec nos états financiers consolidés et les notes y afférentes.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

INFORMATION TRIMESTRIELLE SÉLECTIONNÉE

RÉSULTAT NET ET GLOBAL	Q4-2012	Q3-2012	Q2-2012	Q1-2012	Q4-2011
Chiffre d'affaires	770 324 \$	581 257 \$	701 231 \$	565 639 \$	1 255 078 \$
Frais d'exploitation	1 206 285	1 463 347	1 713 076	1 321 470	1 673 790
Perte nette et résultat global	(435 961) \$	(882 090) \$	(1 011 845) \$	(755 831) \$	(418 712) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,003) \$	(0,007) \$	(0,008) \$	(0,006) \$	(0,003) \$

Quatrième trimestre de 2012

Pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2012 (Q4-2012), la société a enregistré un chiffre d'affaires de 770 324 \$, revenu relativement stable tout au cours des autres trimestres. Le revenu plutôt exceptionnel du quatrième trimestre de 2011 de 1 255 078 \$, est attribuable à la vente d'un droit d'exploitation du logiciel *PraxisLab* totalisant 730 000 \$.

Les frais d'exploitation ont connu une baisse tout au cours des trimestres et est attribuable principalement à la rationalisation des effectifs.

La société a enregistré une perte nette de 435 961 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mai 2012 (Q4-2012), comparativement à une perte nette de 418 712 \$ pour la période précédente correspondante (Q4-2011).

SITUATION FINANCIÈRE

SITUATION FINANCIÈRE	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 464 714 \$	1 698 024 \$	2 632 065 \$
Fonds de roulement	(913 306) \$	(10 355) \$	1 474 596 \$
Immobilisations corporelles	219 897 \$	441 035 \$	567 576 \$
Actifs incorporels	3 025 949 \$	2 944 886 \$	1 792 830 \$
Participation dans une coentreprise	4 000 \$	- \$	- \$
Actif total	5 196 855 \$	5 327 244 \$	5 434 890 \$
Revenus reportés (court et long terme)	2 590 272 \$	1 043 474 \$	958 833 \$
Avantages incitatifs liés aux baux	725 \$	3 628 \$	7 759 \$
Composante passif de la débenture convertible	1 329 028 \$	- \$	- \$
Capitaux propres	581 787 \$	3 371 938 \$	3 827 243 \$
Capital social	25 438 120 \$	25 438 120 \$	23 001 758 \$





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Au cours de l'exercice se terminant le 31 mai 2012, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant principal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2011, la société a complété un placement privé pour un produit brut de 2 500 600 \$ par l'émission de 16 132 902 unités au prix de 0,155 \$ l'unité.

Au cours de l'exercice 2010, la société a complété un placement privé pour un produit brut de 2 500 000 \$ par l'émission de 12 500 000 actions au prix de 0,20 \$ l'action.

Les immobilisations corporelles connaissent une légère diminution depuis 2010 résultant de la dépense d'amortissement.

Les actifs incorporels ont augmenté de 1 233 119 \$ depuis le 1er juin 2010 et cette augmentation est essentiellement attribuable à l'acquisition de Praxis Santé inc en février 2011. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs acquis identifiés nets soit 1 163 802 \$ a été attribué à la propriété intellectuelle. Les frais de développement de **PraxisLab** sont capitalisés à 100 % jusqu'à la mise en marché du produit.

Depuis le 29 mai 2012, la société détient 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise **EvEMR** qui a été mise sur pied pour mettre en application et commercialiser, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Il s'agira d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Au 31 mai 2012, la société a enregistré des revenus reportés de 2 590 272 \$ (incluant 425 000 \$ à long terme) représentant une augmentation de 148 % comparativement au 31 mai 2011 et de 170 % comparativement au 1^{er} juin 2010. Le **réseau de communication e-Pic** est maintenant reconnu comme une solution très efficace et les compagnies pharmaceutiques y adhèrent de plus en plus. La majorité des contrats sont pour une durée de 12 mois et doivent être reconnus linéairement sur la durée des ententes, ce qui génère des revenus reportés qui, malgré leurs aspects positifs, se reflètent négativement sur le fonds de roulement, puisqu'ils sont présentés majoritairement au passif court terme.

Les capitaux propres de la société ont diminué de 2 790 151 \$ au cours de l'exercice 2012. Cette diminution est principalement reliée à la perte de l'exercice diminuée par la composante capitaux propres de la débenture convertible.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

FLUX DE TRÉSORERIE ET FONDS PROPRES

FLUX DE TRÉSORERIE	31 mai 2012	31 mai 2011	31 mai 2010 ⁽¹⁾
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 077 961) \$	(1 894 716) \$	(2 507 602) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 327 827 \$	2 231 525 \$	2 451 132 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(483 176) \$	(1 270 850) \$	2 082 138 \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(233 310) \$	(934 041) \$	2 025 668 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 464 714 \$	1 698 024 \$	2 632 065 \$

(1) Les informations financières de 2010 n'ont pas été ajustées pour refléter les nouvelles normes IFRS. Seulement les informations financières de 2011 ont été modifiées.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont été de (1 077 961) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012, de (1 894 716) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011 et de (2 507 602) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2010.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement pour l'exercice clos le 31 mai 2012 ont été de 1 327 827 \$ et représente le produit net d'une débenture convertible émis en septembre 2011. Pour les exercices clos le 31 mai, 2011 et le 31 mai 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont été respectivement de 2 231 525 \$ et de 2 451 132 \$ et reflètent l'émission d'actions ordinaires net des frais.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2012, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont de (483 176) \$ et sont liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles, à la capitalisation des frais de développement et à la participation dans la coentreprise **EvEMR**. Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement étaient de (1 270 850) \$ et étaient liés à l'acquisition des actions de la société Praxis Santé inc., à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement. Au 31 mai 2010, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement de 2 082 138 \$ sont liés à la disposition d'un certificat de placement garanti, à l'acquisition d'immobilisations corporelles et à la capitalisation des frais de développement.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de (233 310) \$ pour l'exercice 2012, de (934 041) \$ pour l'exercice 2011 et de 2 025 668 \$ pour l'exercice 2010.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le *Prescripteur ZRx, PraxisLab* et le *réseau de communication e-Pic*.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.

PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants, pour l'exercice clos le 31 mai 2012 totalise 561 538 \$ (600 000 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011). De plus, le 30 novembre 2011, 690 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,15 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représente un coût de rémunération à base d'actions de 33 465 \$ (52 020 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011).

b) Opérations entre sociétés liées

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 64 890 \$ (86 310 \$ en 2011) à une société détenue par un actionnaire et administrateur de la société. Aucune somme n'est due pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les créateurs incluent une somme de 7 210 \$.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos les 31 mai 2012 et 31 mai 2011, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 14 SEPTEMBRE 2012

Actions ordinaires	130 474 687
Bons de souscription au placeur pour compte et aux investisseurs	18 711 768
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	13 035 000

NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux. La norme IAS 27 révisée demeure une norme portant exclusivement sur les états financiers individuels et ses dispositions sont inchangées.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'exploitation futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'exploitation ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés au 31 mai 2012.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

TRANSITION AUX NORMES IFRS

Les présents états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux IFRS comme il est décrit aux notes 2 et 4. La société produit pour la première année ses états financiers consolidés selon l'IFRS 1, « Première application des Normes internationales d'information financière ». La date d'adoption des IFRS par la société est le 1^{er} juin 2011 et la date de clôture des états financiers consolidés est le 31 mai 2012. Toutefois, la date de transition de la société aux IFRS est le 1^{er} juin 2010, soit la date de la première période comparative. La société a établi son état de la situation financière d'ouverture en IFRS à cette date.

IFRS 1 est fondée sur le principe que l'adoption des IFRS devrait être appliquée de façon rétrospective. Toutefois, IFRS 1 offre certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IFRS aux entités qui présentent leurs premiers états financiers IFRS. Ces exemptions et exceptions, qui s'appliquent à la société, sont traitées ci-après.

EXEMPTIONS FACULTATIVES AUX IFRS

Regroupements d'entreprises – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », soit rétrospectivement pour tous les regroupements, rétrospectivement à partir d'une certaine date ou prospectivement pour les regroupements de la société survenus après la date de transition (1^{er} juin 2010). La société a décidé d'appliquer IFRS 3 prospectivement. Ainsi, les regroupements effectués avant le 1^{er} juin 2010 n'ont pas été retraités.

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions – IFRS 1 encourage l'application des dispositions d'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », aux instruments de capitaux propres attribués le 7 novembre 2002 ou avant cette date, mais permet également aux entités de n'appliquer ces dispositions qu'aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à la date de transition. La société a choisi de se prévaloir de cette exemption permise par IFRS 1 et a appliqué les dispositions d'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 1^{er} janvier 2006 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à sa date de transition.

Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement – IFRS 1 permet de modifier la désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement à condition que l'actif ou le passif financier remplisse certains critères énoncés à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La société a décidé de ne pas modifier la désignation de ses instruments financiers.

Juste valeur ou réévaluation en tant que coût présumé – IFRS 1 permet à une entité d'évaluer ses immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition et subséquemment utiliser cette juste valeur comme coût présumé. La société a décidé de ne pas évaluer ses immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

EXCEPTIONS OBLIGATOIRES AUX IFRS

Estimations comptables – Conformément à IFRS 1, les estimations établies selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR antérieurs, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées. Ainsi, un nouvel adoptant ne peut utiliser de l'information a posteriori pour établir ou réviser des estimations comptables. Les estimations précédemment établies par la société en vertu des PCGR du Canada n'ont pas été révisées, sauf lorsqu'il était nécessaire de refléter toute différence entre les méthodes comptables.

RAPPROCHEMENTS ENTRE LES IFRS ET LES PCGR DU CANADA

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'impact de la transition des PCGR antérieurs aux IFRS sur sa position financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. En conséquence, la société doit divulguer ces rapprochements au 1^{er} juin 2010 et au 31 mai 2011 pour ses capitaux propres, et au 31 mai 2011 pour son résultat global. Il est à noter que le passage des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la société.

Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGR du Canada aux IFRS pour les soldes et périodes requises.

Rapprochement des capitaux propres

	Notes	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
		\$	\$
Capitaux propres – PCGR du Canada		4 231 897	4 681 892
Actifs incorporels – impôts futurs	a)	(682 000)	(682 000)
Amortissements – actifs incorporels		238 700	238 700
Amortissements – immobilisations corporelles	b)	(416 659)	(411 349)
Capitaux propres – IFRS		3 371 938	3 827 243

Rapprochement du résultat global

	PCGR du Canada	Pour l'exercice clos le 31 mai 2011		
		Notes	Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Chiffre d'affaires	2 885 568		-	2 885 568
Frais d'exploitation excluant l'amortissement	5 772 006		-	5 772 006
Amortissements	813 369	c)	5 310	818 679
Perte nette et résultat global	(3 699 807)		(5 310)	(3 705 117)





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

a) Actifs incorporels – Les PCGR du Canada permettaient à une société d’augmenter le coût de la propriété intellectuelle des impôts futurs qui y sont rattachés, tandis que les IFRS ne le permettent pas. Une radiation du montant non amorti de 682 000 \$ a été comptabilisée en réduction des capitaux propres et de l’actif incorporel correspondant à la date de transition. Suite à ce changement, l’amortissement cumulé lié à la propriété intellectuelle a été diminué d’un montant de 238 700 \$. L’effet net à la date de transition a été une diminution de 443 300 \$ de la valeur comptable nette de l’actif incorporel et une augmentation du déficit.

b) Immobilisations corporelles – Les IFRS exigent que le montant amortissable d’un actif soit réparti systématiquement sur sa durée d’utilité, et que le mode d’amortissement utilisé reflète le rythme selon lequel la société s’attend à consommer les avantages économiques futurs liés à l’actif. Ces exigences étaient moins explicites dans les PCGR du Canada.

Les IFRS spécifient que l’amortissement linéaire conduit à une charge constante sur la durée d’utilité de l’actif si la valeur résiduelle de l’actif ne change pas. La société a donc évalué que selon cette définition, le mode d’amortissement linéaire reflète davantage le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs liés à ses immobilisations corporelles.

L’impact cumulatif du changement du mode d’amortissement dégressif (PCGR du Canada) au mode d’amortissement linéaire (IFRS) a entraîné une diminution de la valeur comptable des immobilisations corporelles de 484 859 \$ suite à une augmentation du même montant de l’amortissement cumulé à la date de transition, en contrepartie d’une augmentation du déficit.

c) Amortissements – Pour l’exercice clos le 31 mai 2011, le changement de méthode d’amortissement a généré une augmentation de l’amortissement de 5 310 \$.

CONTRÔLE ET PROCÉDURES

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière de la société ont effectué une évaluation des contrôles et des procédures en matière de présentation de l’information comme l’exige le Règlement 52-109 des autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que, au meilleur de leur connaissance, aucun changement n’est survenu au cours de la plus récente année financière de la société dans les contrôles et procédures en matière de présentation de l’information financière qui a eu une incidence importante, ou pourrait raisonnablement être susceptible d’avoir une incidence importante sur les contrôles et procédures en matière de présentation de l’information financière. En conclusion, après analyse des contrôles et procédures et au meilleur de leur connaissance, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la société considèrent que les contrôles et procédures sont adéquats.

GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d’intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.





RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs. La société est exposée au risque de taux d'intérêt principalement en ce qui concerne sa débenture convertible à taux fixe.

La société n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créanciers et de sa débenture convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le *Prescripteur ZRx*, *PraxisLab* et le *réseau de communication e-Pic*.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.





RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers audités et consolidés de ZoomMed inc. pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et toute l'information contenue dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration.

Les états financiers audités et consolidés ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus au Canada, incluant les normes internationales d'information financières « IFRS ». Les états financiers audités et consolidés sont appropriés aux activités de la société.

La société se conforme à sa convention d'inscription avec la bourse de croissance TSX. La direction maintient un système de contrôles internes comptables et administratifs rigoureux afin d'établir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif est correctement comptabilisé et protégé.

Le conseil d'administration nomme chaque année un comité d'audit composé majoritairement d'administrateurs qui ne sont ni dirigeants, ni employés de l'entreprise. Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction et les auditeurs indépendants pour vérifier l'exécution de leurs tâches et discuter de l'audit, des politiques comptables et des sujets financiers qui y sont reliés. Il discute aussi avec eux des résultats de leurs audits. Le comité d'audit révisé également les états financiers, reçoit le rapport des auditeurs indépendants et il en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par Mazars Harel Drouin, s.e.n.c.r.l., comptables agréés, et leur rapport est présenté ci-après.

Le 14 septembre 2012

Yves Marmet,
Président et chef de la direction





RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

AUX 31 MAI 2012 ET 2011

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT..... 26-27

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

États consolidés de la situation financière	28
États consolidés des variations des capitaux propres.....	29
États consolidés du résultat net et global	30
Tableaux consolidés des flux de trésorerie.....	31
Notes complémentaires aux états financiers consolidés.....	32-56





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
ZOOMMED INC.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **ZOOMMED INC.** qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 mai 2012, au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010, ainsi que les états consolidés du résultat net et global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS





RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de **ZOOMMED INC.** au 31 mai 2012, au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Observations

Sans assortir notre opinion d'une réserve, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers consolidés qui indique que la société doit améliorer la rentabilité de ses activités et a besoin de financement additionnel pour le prochain exercice afin de poursuivre ses activités. Cette situation indique l'existence d'une incertitude significative susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation.

Mazars Harel Drouin, S.E.N.C.R.L. ¹

Montréal, le 14 septembre 2012

1CPA auditeur CA, CMA permis no A106080

MAZARS HAREL DROUIN, S.E.N.C.R.L.
COMPTABLES AGRÉÉS



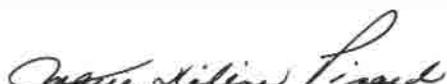


ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
ACTIF			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 464 714	1 698 024	2 632 065
Débiteurs (Note 7)	458 346	210 804	411 648
Charges payées d'avance	23 949	32 395	30 771
	1 947 009	1 941 323	3 074 484
Actif non courant			
Immobilisations corporelles (Note 8)	219 897	441 035	567 576
Actifs incorporels (Note 9)	3 025 949	2 944 886	1 792 830
Participation dans une coentreprise (Note 10)	4 000	-	-
Total de l'actif	5 196 855	5 327 244	5 434 890
PASSIF			
Passif courant			
Créditeurs (Note 11)	895 043	908 204	841 055
Revenus reportés	2 165 272	1 043 474	858 833
	2 860 315	1 951 678	1 599 888
Passif non courant			
Revenus reportés	425 000	-	-
Avantages incitatifs liés aux baux	725	3 628	7 759
Composante passif de la débenture convertible (Note 12)	1 329 028	-	-
Total du passif	4 615 068	1 955 306	1 607 647
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (Note 15)	25 438 120	25 438 120	23 001 758
Composante capitaux propres de la débenture convertible (Note 12)	65 686	-	-
Bons de souscription (Note 17)	768 676	768 676	1 794 661
Surplus d'apport	5 580 613	5 350 723	3 065 176
Déficit	(31 271 308)	(28 185 581)	(24 034 352)
Total des capitaux propres	581 787	3 371 938	3 827 243
Total du passif et des capitaux propres	5 196 855	5 327 244	5 434 890

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

 Administratrice

 Administrateur





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MAI 2012 ET 31 MAI 2011

	Capital social	Composante capitaux propres de la débenture convertible	Bons de souscription	Surplus d'apport	Déficit	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} juin 2011	25 438 120	-	768 876	5 350 723	(28 185 581)	3 371 938
Perte nette	-	-	-	-	(3 085 727)	(3 085 727)
Débeture convertible	-	65 688	-	-	-	65 688
Options d'achat d'actions octroyées	-	-	-	229 890	-	229 890
Solde au 31 mai 2012	25 438 120	65 688	768 876	5 580 613	(31 271 308)	581 787
Solde au 1^{er} juin 2010	23 001 758	-	1 794 661	3 065 176	(24 034 352)	3 827 243
Perte nette	-	-	-	-	(3 705 117)	(3 705 117)
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(446 112)	(446 112)
Options d'achat d'actions octroyées	-	-	-	370 787	-	370 787
Unités octroyées aux agents	-	-	-	120 099	-	120 099
Émission d'actions	2 436 362	-	-	-	-	2 436 362
Bons de souscription octroyés	-	-	768 676	-	-	768 676
Bons de souscription expirés	-	-	(1 794 661)	1 794 661	-	-
Solde au 31 mai 2011	25 438 120	-	768 676	5 350 723	(28 185 581)	3 371 938





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT NET ET GLOBAL
POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 MAI 2012 ET 31 MAI 2011

	2012	2011
	\$	\$
CHIFFRE D'AFFAIRES (Note 13)	2 618 451	2 885 568
FRAIS D'EXPLOITATION (Note 13)		
Frais de vente	1 237 080	1 235 482
Frais d'administration	1 677 754	2 376 334
Frais d'opération	1 019 054	1 184 253
Frais de développement	882 775	965 041
Frais financiers	231 770	10 896
Amortissements	655 745	818 679
	5 704 178	6 590 685
PERTE AVANT IMPÔTS	(3 085 727)	(3 705 117)
IMPÔTS (Note 21)	-	-
PERTE NETTE ET RÉSULTAT GLOBAL	(3 085 727)	(3 705 117)
RÉSULTAT NET DE BASE ET DILUÉ PAR ACTION	(0,024)	(0,032)
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS EN CIRCULATION	130 474 687	116 434 515





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE POUR LES EXERCICES CLOS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011

	2012	2011
	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Perte nette	(3 085 727)	(3 705 117)
Amortissements	655 744	818 679
Intérêts sur dette convertible	68 888	-
Rémunération à base d'action	229 890	370 787
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	(36 494)	11 492
Avantages Incitatifs liés aux baux	(2 903)	(4 131)
	(2 172 602)	(2 508 290)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	1 094 841	613 574
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 077 961)	(1 894 716)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions et de bons de souscription	-	2 500 600
Frais d'émission d'actions	-	(269 075)
Produit net de l'émission d'une dette convertible	1 327 827	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	1 327 827	2 231 525
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'entreprise (Note 8)	-	(785 595)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(55 165)	(307 802)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	48 275	64 813
Acquisition d'actifs incorporels	(472 286)	(242 266)
Acquisition d'une participation dans une coentreprise (Note 10)	(4 000)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(483 176)	(1 270 850)
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		
	(233 310)	(934 041)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT	1 698 024	2 632 065
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN	1 464 714	1 698 024

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles comprennent des intérêts versés de 150 000 \$ et des intérêts reçus de 858 \$ en 2012 comparativement à 7 681 \$ d'intérêts reçus en 2011. Aucun intérêt n'a été versé en 2011.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES

ZoomMed Inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed Inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins d'utiliser un appareil sans fil, tels que les iPhone™, iPad™, Google Android™ ou ordinateurs, pour générer rapidement des prescriptions. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Santé Électronique (DSE).

Le réseau de communication « e-Pic » de la société est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, laboratoires, cliniques spécialisées et autres.

De plus, la société offre « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récentes.

L'amélioration de la communication et de la gestion qui s'ensuit rehausse l'efficacité du système de soins de santé et permet aux patients d'obtenir un service plus rapide et plus sécuritaire.

Les actions ordinaires de ZoomMed Inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 rue Autault, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET ADOPTION DES IFRS

La société établit ses états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont énoncés dans le Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« Manuel de l'ICCA »). En 2010, le Manuel de l'ICCA a été remanié pour y inclure les normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il exige que les entreprises ayant une obligation d'information du public appliquent ces normes pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. La société a donc commencé à présenter son information conformément à ce référentiel comptable dans les présents états financiers consolidés. Dans les présents états financiers consolidés, les PCGR du Canada s'entendent des PCGR du Canada avant l'adoption des IFRS.

La préparation des états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada repose sur l'hypothèse de la continuité de l'exploitation de la société dans un avenir prévisible, c'est-à-dire que celle-ci sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal de ses activités.

La continuité des activités de la société dépend de la capacité à rentabiliser ses activités et à obtenir du financement ou des fonds auto-générés supplémentaires. Ces fonds proviendront de l'émission d'actions, soit par placement public, privé ou par des alliances stratégiques ou d'autres sources de financement. Il n'est pas possible de prédire à ce stade si ces éléments vont se matérialiser.

Les états financiers consolidés ne reflètent pas les ajustements qui devraient être apportés à la valeur comptable des actifs et des passifs au cas où la société serait incapable de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations dans le cours normal de ses activités.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

2. BASE D'ÉTABLISSEMENT ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS ET ADOPTION DES IFRS (SUITE)

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux IFRS applicables pour l'établissement d'états financiers, notamment, IFRS 1 « Première application des normes internationales d'information financière ». Sauf pour certains choix liés à la transition, présentés à la note 24, la société a appliqué uniformément les mêmes méthodes comptables dans son bilan d'ouverture en IFRS au 1^{er} juin 2010 et pour toutes les périodes présentées, comme si ces méthodes avaient toujours été appliquées. La note 24 contient de l'information sur l'incidence du passage aux IFRS sur la situation financière de la société, sa performance financière et ses flux de trésorerie, y compris la nature et l'effet des principaux changements de méthodes comptables par rapport à celles utilisées dans les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 mai 2011.

Les méthodes appliquées pour les présents états financiers consolidés reposent sur les IFRS publiées et en vigueur au 14 septembre 2012, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés. Les états financiers consolidés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 mai 2011, lesquels sont jugés essentiels à la compréhension des présents états financiers consolidés. La note 24 présente l'information liée aux IFRS pour l'exercice clos le 31 mai 2011 qui n'est pas fournie dans les états financiers consolidés annuels de 2011.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour d'autres bases d'évaluation, comme il est indiqué dans les notes concernées.

Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de ZoomMed inc. et de ses filiales ZoomMed Médical Inc., Praxis Santé Inc., 9205-1051 Québec Inc. et ZoomMed USA Inc.

Constatation des revenus

En général, les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que les avantages économiques iront à la société et que le montant peut être établi de façon fiable. Les produits des activités ordinaires comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre de services rendus dans le cours normal des activités de la société.

Les produits tirés de contrats annuels du réseau de communication e-Pic sont comptabilisés linéairement sur la durée des ententes. En vertu de ces contrats, les paiements reçus d'avance sont comptabilisés à titre de revenus reportés à l'état consolidé de la situation financière, et ensuite à titre de revenus d'opération au fur et à mesure que le service est rendu.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés sur une base d'exercice selon la méthode du taux effectif.

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après.

Leur classement dépend de l'objectif visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leur caractéristique et de leur désignation par la société. La comptabilisation à la date de règlement est utilisée.

Tous les actifs financiers, sauf ceux désignés à la juste valeur par le biais du résultat net, sont soumis à un test de dépréciation annuel et dévalués lorsqu'il y a une indication de perte de valeur. La perte de valeur correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur et elle est inscrite dans l'état consolidé du résultat net et global.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Le classement et l'évaluation des instruments financiers de la société sont effectués de la façon suivante :

Actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net – Tous les instruments inclus dans cette catégorie répondent à la définition d'actifs financiers détenus à des fins de transaction. Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont des instruments qui sont détenus dans le but de les revendre à court terme. Les instruments classés dans cette catégorie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Ils sont évalués initialement et subséquemment à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net global dans les produits financiers ou les charges financières, et ce, dans la période au cours de laquelle ils surviennent. Les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés en résultat.

Prêts et créances – Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La société inclut dans cette catégorie les comptes clients.

Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont comptabilisés initialement à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Autres passifs – Les instruments financiers inclus dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à la juste valeur et les coûts liés à la transaction sont déduits de cette juste valeur. Par la suite, les autres passifs sont évalués au coût amorti. La société inclut dans cette catégorie les comptes fournisseurs ainsi que la composante passif de la débenture convertible.

Instruments composés – Les composantes des instruments composés émis par la société sont classées séparément comme passifs financiers et capitaux propres selon la substance de l'entente contractuelle. À la date d'émission, la juste valeur de la composante passif est évaluée en appliquant le taux d'intérêt du marché alors en vigueur pour un instrument convertible similaire. Ce montant est comptabilisé comme passif au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif jusqu'à son extinction au moment de la conversion ou à la date d'échéance de l'instrument. La composante capitaux propres est déterminée en déduisant le montant de la composante passif de la juste valeur totale de l'instrument composé. Ce montant est comptabilisé dans les capitaux propres, déduction faite de l'incidence fiscale, et n'est pas réévalué par la suite. Les coûts de transaction liés à l'émission de la débenture convertible sont répartis aux composantes passif et capitaux propres proportionnellement aux valeurs comptables initiales. Les coûts de transaction liés à la composante capitaux propres sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les coûts de transaction liés à la composante passif sont inclus dans la valeur comptable de la composante passif et sont amortis sur la durée de vie de la débenture selon la méthode de l'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des espèces en caisse, des soldes bancaires, des placements à court terme liquides dont l'échéance est de moins de 3 mois et du découvert bancaire, s'il y a lieu, qui sont classés dans la catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net.

Participation dans une coentreprise

La société contrôle conjointement une entité distincte lorsqu'elle détient une participation lui donnant droit de participer aux décisions stratégiques financières et opérationnelles correspondant à l'entité, mais que ces décisions imposent le consentement unanime des parties partageant le contrôle.

La société comptabilise sa participation dans une entité contrôlée conjointement en utilisant la méthode de la mise en équivalence. La méthode de la mise en équivalence est une méthode comptable selon laquelle la participation est initialement comptabilisée au coût et est ensuite ajustée pour prendre en compte les changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part de l'investisseur dans l'actif net de l'entreprise détenue.

La quote-part dans le résultat net de l'entreprise détenue est comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net et global.

Les profits et pertes non réalisés, résultant des transactions entre la société et ses entités contrôlées conjointement, sont éliminés à hauteur de la participation de la société dans la coentreprise.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées initialement au coût, incluant les frais d'acquisition, tous les frais attribuables directement à la préparation de l'actif avant de pouvoir être utilisé, moins les crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche et le développement y afférents. Suite à la mesure initiale, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement cumulé et la dépréciation.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée des actifs, tel qu'il est décrit ci-après :

	Méthode	Période
Mobilier	Linéaire	5 ans
Équipements informatiques	Linéaire	3 ans
Équipements de déploiement	Linéaire	3 ans
Améliorations locatives	Linéaire	5 ans

La société ventile le montant initialement comptabilisé pour une immobilisation corporelle en des parties significatives et amortit séparément chacune de ces parties. Les valeurs résiduelles, le mode d'amortissement et la durée d'utilité des actifs sont revus chaque année et ajustés au besoin.

Les profits ou les pertes découlant de la cession d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le produit de cession à la valeur comptable de l'actif et sont présentés dans les autres profits et pertes dans l'état consolidé du résultat net et global.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels de la société comprennent le site Web, les propriétés intellectuelles, les licences et droits d'utilisation, les frais de développement et les logiciels à durée d'utilité déterminée. Ces actifs sont immobilisés et amortis dans l'état consolidé du résultat net et global selon le mode d'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité attendue de la façon suivante :

	Période
Site Web	3 ans
Logiciels	2 ans
Propriétés intellectuelles	10 ans
Licences et droits d'utilisation	3 ans
Frais de développement	3 ans

Les dépenses liées aux activités de développement qui ne satisfont pas aux conditions reconnues justifiant le report ainsi que les dépenses liées aux activités de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées. Les frais de développement qui satisfont aux conditions reconnues justifiant le report sont inscrits à l'actif et amortis par voie d'imputation au résultat sur la période de réalisation des avantages estimés.

La propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date de commercialisation du produit, soit en novembre 2006. La propriété intellectuelle de PraxisLab est inscrite au coût et est amortie sur une période de dix ans depuis la date d'acquisition.

Les frais de développement du Prescripteur ZRx, composés du développement du réseau de communication e-Pic et des nouvelles fonctionnalités qui s'ajoutent, en fonction des avantages économiques futurs, sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la mise en opération. Les frais de développement de PraxisLab seront amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans à partir de la date de commercialisation.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Crédits d'impôt pour la recherche et le développement.

La société a droit à des crédits d'impôt pour la recherche et le développement scientifique. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, les crédits d'impôt sont comptabilisés en réduction des charges ou des dépenses en immobilisations correspondantes dans la période au cours de laquelle ces dépenses sont engagées, pourvu qu'il existe une assurance raisonnable que les crédits d'impôt seront obtenus.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs non courants ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis et sont soumis à un test de recouvrabilité à chaque année. Les actifs non courants ayant une durée d'utilité déterminée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La direction doit estimer, à la date de clôture, s'il existe un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur comptable et une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Aux fins de la comptabilisation d'une perte de valeur, les actifs sont regroupés selon le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie distinctes ou unités génératrices de trésorerie (UGT). Lors du calcul de la valeur d'utilité d'un actif ou d'un UGT, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à la valeur actuelle en utilisant un taux d'actualisation avant impôts qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Les actifs non courants à durée d'utilité déterminée qui ont subi une perte de valeur sont analysés aux fins d'une éventuelle reprise s'il y a eu un changement, depuis le dernier test de dépréciation, dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ayant subi la perte de valeur. Toutefois, la valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur précédente, ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite des amortissements, si aucune perte de valeur initiale n'avait été comptabilisée pour cet actif.

Avantages Incitatifs liés aux baux

Les avantages incitatifs liés aux baux sont constitués de l'écart entre la dépense de loyer répartie selon une formule systématique sur la durée du bail et le loyer minimal exigible, compte tenu d'avantages incitatifs.

Contrats de location simple

Les contrats de location en vertu desquels le bailleur conserve une partie importante des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés en tant que contrats de location simple. Les paiements au titre d'un contrat de location simple (moins les avantages reçus du bailleur) sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net et global sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat.

Capitaux propres

Les actions ordinaires sont classées à titre de capital social présenté dans les capitaux propres à la valeur à laquelle elles ont été émises. Les coûts marginaux directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires et d'options d'achat d'actions sont comptabilisés en réduction des capitaux propres (à titre d'augmentation du déficit), déduction faite de toute incidence fiscale. Les transactions avec actionnaires sont présentées séparément dans les capitaux propres.

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur l'état de la situation financière. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts différés sont calculés selon les taux d'imposition dont on attend l'application au cours de l'exercice où l'actif s'est matérialisé ou le passif est réglé en se fondant sur les taux d'imposition (et les réglementations fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation. Une provision pour moins-value est comptabilisée dans la mesure où il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs ne se matérialiseront pas.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES (SUITE)

Avantages du personnel

Les salaires, les cotisations aux régimes de retraite gouvernementale, les congés payés et les congés de maladie, les primes et les avantages non monétaires sont des avantages à court terme et ils sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les salariés de la société ont rendu les services associés.

Rémunération à base d'actions

La société offre un régime de rémunération à base d'actions. La société applique la méthode de comptabilisation à la juste valeur pour les options d'achat d'actions octroyées à ses dirigeants, administrateurs, employés et consultants. La juste valeur des options d'achat d'actions est déterminée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black & Scholes, et les charges de rémunération à base d'actions sont constatées à l'état consolidé du résultat net et global à la date d'attribution et sont portées au crédit du surplus d'apport.

Toute contrepartie reçue par la société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital social et la composante du surplus d'apport de la rémunération à base d'actions est transférée au capital social lors de l'émission des actions.

Conversion des comptes exprimés en devises

Monnaie de présentation et conversion des opérations en monnaies étrangères – Le dollar canadien est la monnaie de présentation de la société ainsi que la monnaie fonctionnelle de la société.

Les transactions en monnaie étrangère sont converties à la monnaie fonctionnelle respective des entités de la société aux taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture sont reconvertis en monnaie fonctionnelle aux taux de change en vigueur à cette date. Toutes les différences sont comptabilisées en résultat net, à l'exception des éléments monétaires faisant partie de l'investissement net dans un établissement à l'étranger.

Établissements à l'étranger – Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date des transactions. La composante capitaux propres est convertie au taux d'origine en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global jusqu'à la sortie de l'investissement net, où ils seront reclassés en résultat net. Depuis la date de transition, aucune différence de la sorte n'a été comptabilisée dans les écarts de conversion au titre des établissements à l'étranger.

Résultat net de base et dilué par action

Le résultat net de base et dilué par action est calculé en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. La société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options et des bons de souscription en vue de calculer le résultat dilué par action. Selon cette méthode, le résultat net dilué par action doit être calculé selon la méthode du rachat d'actions, en présumant que tous les équivalents aux actions ordinaires ont été exercés au début de la période de déclaration ou de la période d'émission, selon le cas, et que les fonds en découlant ont été utilisés pour acheter des actions ordinaires de la société à la valeur moyenne à la cote des actions ordinaires au cours de la période.

Lorsque les fonds sont recueillis à la date d'émission des instruments dilutifs, le résultat net est retraité du montant net d'impôts des frais financiers relatifs à ces instruments.

La conversion de la débenture convertible en actions ordinaires est anti-dilutive pour l'exercice 2012 (aucune débenture convertible en 2011), et n'a donc pas été incluse au calcul du résultat dilutif par action.

Le résultat net dilué par action est identique au résultat net de base par action en raison de l'effet antidilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription lorsque la société subit des pertes.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié IFRS 9 « Instruments financiers » qui constitue l'achèvement du premier volet d'un projet en trois parties visant à remplacer IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation », par une nouvelle norme. Selon les récentes mises à jour apportées à IFRS 9, une entité qui choisit d'évaluer un passif à sa juste valeur devra présenter la part des variations de la juste valeur de ce passif qui est attribuable aux changements du risque de crédit propre à cette entité dans les autres éléments du résultat global ou dans la perte à l'état du résultat global plutôt que par le biais du résultat net.

Aussi, pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

Cette norme s'appliquera aux états financiers des périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2015. Son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

Entité publiante

En mai 2011, l'IASB a publié un ensemble de cinq normes portant sur le concept d'entité publiante, soit IFRS 10 « États financiers consolidés », IFRS 11 « Partenariats », IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités », IAS 27 « États financiers individuels » et IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

Consolidation – IFRS 10 remplace toutes les dispositions précédentes relatives au contrôle et à la consolidation énoncées dans IAS 27 « États financiers individuels » et dans la SIC-12 « Consolidation – Entités ad hoc ». IFRS 10 vient modifier la définition du contrôle et propose une définition unique de la notion de contrôle, qui se caractérise par le fait de détenir le pouvoir sur l'entité et d'être exposé ou de détenir des droits à des rendements variables de cette entité. Le pouvoir s'entend de la capacité de diriger les activités d'une façon qui puisse considérablement influencer sur les rendements. Les rendements doivent varier et peuvent être positifs ou négatifs, ou les deux. La norme IAS 27 révisée demeure une norme portant exclusivement sur les états financiers individuels et ses dispositions sont inchangées.

Partenariats – IFRS 11 vient modifier la définition d'un accord conjoint de façon à ce qu'elle n'englobe que deux types d'accords : les activités conjointes et les coentreprises. Aux termes de cette norme, la méthode de la consolidation proportionnelle n'est plus permise pour comptabiliser les entités contrôlées conjointement, et le recours à la méthode de la mise en équivalence est obligatoire pour tous les participants à une coentreprise. Les entités prenant part à des activités conjointes utiliseront une méthode de comptabilisation très similaire à celle qui s'applique actuellement aux actifs conjoints ou aux activités conjointes.

Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités – IFRS 12 établit les exigences en matière d'information à fournir s'appliquant aux entités assujetties aux dispositions d'IFRS 10 et d'IFRS 11, remplaçant de ce fait les exigences d'information énoncées dans IAS 28. Aux termes d'IFRS 12, les entités doivent fournir de l'information qui aide les utilisateurs des états financiers à évaluer la nature, les risques et l'incidence financière des participations de l'entité dans des filiales, des entreprises associées, des accords conjoints et des entités structurées non consolidées.

Ces normes s'appliqueront aux périodes comptables ouvertes le ou à compter du 1^{er} janvier 2013 et leur adoption anticipée est autorisée. La société n'a pas encore évalué l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

4. NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR (SUITE)

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur ». Cette norme améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La norme IFRS 13 entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, et son application anticipée est permise. La société entend adopter cette nouvelle norme à compter de sa date d'entrée en vigueur. La société n'a pas encore évalué l'incidence que pourrait avoir ces nouvelles directives sur ses états financiers consolidés.

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

5. ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES (SUITE)

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société de réaliser sa stratégie par le financement de ses besoins futurs en fonds de roulement implique de porter des jugements. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

6. ACQUISITION D'ENTREPRISE

Le 10 février 2011, la société a acquis 100 % des actions en circulation de Praxis Santé inc., une société privée qui développe des produits qui améliorent tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patient des pharmaciens « PraxisLab ». PraxisLab utilise une technologie Web de pointe qui s'avère parfaitement compatible avec la technologie utilisée par la société. La contrepartie a été effectuée par un paiement en espèce de 800 000 \$ et par l'émission de 3 500 000 actions d'une valeur de 647 500 \$.

L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis de 1 163 802 \$ a été attribué à la propriété intellectuelle.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition et, par conséquent, les résultats d'opération ont été comptabilisés dans les états financiers consolidés à partir de la date d'acquisition.

La juste valeur estimée des actifs nets acquis est attribuable comme suit :

	\$
Actif courant	
Trésorerie	14 405
Clients et autres débiteurs	72 145
	86 550
Immobilisations corporelles	13 580
Frais de développement	193 069
Propriété Intellectuelle	1 163 802
Total de l'actif	1 456 981
Passif courant	
Fournisseurs et autres créditeurs	9 481
Total du passif	9 481
Actifs nets acquis	1 447 500





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

7. DÉBITEURS

	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Comptes clients	229 583	75 911	315 906
Comptes clients – Coentreprise ⁽¹⁾	103 763	-	-
Crédits d'impôt à la recherche et au développement ⁽²⁾	125 000	134 993	82 300
Taxes de vente	-	-	13 442
	458 346	210 904	411 648

⁽¹⁾ La coentreprise (note 10) s'est engagée à verser 986 020 \$ répartis sur 14 mois pour le développement d'un système en soins de santé comportementale.

⁽²⁾ Le montant réel qui sera alloué sera connu une fois que la réclamation sera approuvée par l'Agence du Revenu du Québec. Il est donc possible que le montant accordé diffère du montant comptabilisé aux livres.

8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Mobilier	Équipements informatiques	Équipements de déploiement	Améliorations locatives	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Coût					
Solde au 31 mai 2011	148 038	230 538	1 776 721	61 586	2 216 883
Acquisitions	1 660	7 043	46 462	-	55 165
Cessions	-	(27 223)	(121 165)	-	(148 388)
Solde au 31 mai 2012	149 698	210 358	1 702 018	61 586	2 123 660
Amortissement cumulé					
Solde au 31 mai 2011	127 541	186 179	1 404 570	57 558	1 775 848
Amortissements	14 489	22 980	224 052	3 021	264 522
Cessions	-	(23 549)	(113 058)	-	(136 607)
Solde au 31 mai 2012	142 030	185 590	1 515 584	60 579	1 903 763
Valeur nette comptable au 31 mai 2012	7 668	24 768	186 454	1 007	219 897
Coût					
Solde au 1 ^{er} juin 2010	145 578	203 604	1 696 130	61 586	2 106 898
Acquisitions	1 540	22 634	283 628	-	307 802
Acquisitions par regroupement d'entreprise	920	12 640	-	-	13 560
Cessions	-	(8 340)	(203 037)	-	(211 377)
Solde au 31 mai 2011	148 038	230 538	1 776 721	61 586	2 216 883
Amortissement cumulé					
Solde au 1 ^{er} juin 2010	106 891	167 106	1 216 930	48 395	1 539 322
Amortissements	20 650	25 388	316 397	9 163	371 598
Cessions	-	(6 315)	(128 757)	-	(135 072)
Solde au 31 mai 2011	127 541	186 179	1 404 570	57 558	1 775 848
Valeur nette comptable au 31 mai 2011	20 497	44 359	372 151	4 028	441 035





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

9. ACTIFS INCORPORELS

	Site Web	Logiciels	Licences et droits d'utilisation	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 221 607	5 844 865
Acquisitions	-	-	-	-	619 789	619 789
Cessions	-	-	-	-	-	-
Crédit R&D	-	-	-	-	(147 503)	(147 503)
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 693 893	6 317 151
Amortissement cumulé						
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	1 043 365	1 651 092	2 899 979
Amortissements	-	-	-	341 774	49 449	391 223
Cessions	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mai 2012	26 200	4 322	175 000	1 385 139	1 700 541	3 291 202
Valeur nette comptable au 31 mai 2012	-	-	-	2 032 597	993 352	3 025 949

	Site Web	Logiciels	Licences et droits d'utilisation	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coût						
Solde au 1 ^{er} juin 2010	26 200	4 322	175 000	2 253 934	1 786 272	4 245 728
Acquisitions	-	-	-	-	319 643	319 643
Acquisitions par regroupement d'entreprise	-	-	-	1 163 802	193 069	1 356 871
Crédits R&D	-	-	-	-	(77 377)	(77 377)
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	3 417 736	2 221 607	5 844 865
Amortissement cumulé						
Solde au 1 ^{er} juin 2010	26 200	4 322	175 000	788 877	1 458 499	2 452 898
Amortissements	-	-	-	254 488	192 593	447 081
Cessions	-	-	-	-	-	-
Solde au 31 mai 2011	26 200	4 322	175 000	1 043 365	1 651 092	2 899 979
Valeur nette comptable au 31 mai 2011	-	-	-	2 374 371	570 515	2 944 886

Au cours de l'exercice 2012, 147 503 \$ de crédits d'impôt (77 377 \$ en 2011) ont été portés en réduction du coût des frais de développement.

10. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE

Depuis le 29 mai 2012, la société détient 40 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EveMR qui a été mise sur pied pour mettre en application et commercialiser, à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Electronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale. Il s'agira d'un produit modulaire construit autour d'un générateur intelligent de notes-cliniques. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

10. PARTICIPATION DANS UNE COENTREPRISE (SUITE)

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EveMR sont les suivants :

	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Actif courant	4 000	-	-
Actif non courant	41 505	-	-
Total de l'actif	45 505	-	-
Passif courant	41 505	-	-
Passif non courant	-	-	-
Total du passif	41 505	-	-
Actif net	4 000	-	-
Total des produits	-	-	-
Total des charges	-	-	-
Total du résultat de la période	-	-	-
Participation dans une coentreprise	4 000	-	-

11. CRÉDITEURS

	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
Fournisseurs et charges à payer	220 856	513 365	332 425
Salaires et déductions à la source	341 559	339 423	308 630
Taxes de vente	132 628	55 416	-
	695 043	908 204	641 055

12. DÉBENTURE CONVERTIBLE

Le 30 septembre 2011, la société a émis une débenture convertible garantie pour un montant principal de 1 500 000 \$, et cette débenture est convertible à la seule discrétion de son détenteur en actions ordinaires du capital social de la société sur la base d'une action ordinaire par 0,15 \$ du montant principal de la débenture convertible. De plus, 10 000 000 bons de souscription ont été émis. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquérir une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture. La débenture convertible viendra à échéance 24 mois suivant la date de clôture ou à une date antérieure, telle que déterminée selon le mécanisme de rachat. Sujet à certaines conditions, la débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis écrit de 30 jours au souscripteur et à la suite duquel le souscripteur peut choisir d'exercer son droit de conversion en tout ou en partie. La débenture convertible porte un intérêt nominal au taux de 15 % par année et vient à échéance en septembre 2013. La débenture convertible est garantie par une hypothèque mobilière sur les actifs de la société et une note promissoire.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

12. DÉBENTURE CONVERTIBLE (SUITE)

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à l'option de conversion du passif en capitaux propres de la société, comme le montre le tableau suivant :

Produit brut de l'émission	1 500 000 \$
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'un privilège de conversion	(1 425 797) \$
Juste valeur de la composante capitaux propres	74 203 \$

Les frais d'émission ont été alloués de façon proportionnelle entre la composante passif et la composante capitaux propres. La composante passif de 1 262 140 \$, nette des frais d'émission de 63 657 \$, est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 25,35 %. La composante capitaux propres de 65 886 \$ nette des frais d'émission de 8 517 \$ est libellée sous composante capitaux propres de la débenture convertible dans les capitaux propres.

La charge d'intérêts sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 25,35 %. La composante passif est évaluée au coût amorti. L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 262 140 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2012 de 1 329 028 \$ représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts payés à cette date.

13. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS

	31 mai 2012	31 mai 2011
	\$	\$
a) Chiffre d'affaires :		
Revenus d'opération	2 617 593	2 877 887
Revenus d'intérêts	858	7 681
	2 618 451	2 885 568
b) Frais de vente :		
Frais de vente	671 948	733 232
Salaires et charges sociales	565 132	502 250
	1 237 080	1 235 482
c) Frais d'administration :		
Frais d'administration	843 158	1 201 770
Rémunération à base d'action	229 890	370 787
Salaires et charges sociales	604 706	803 777
	1 677 754	2 376 334
d) Frais d'opération :		
Frais d'opération	60 170	142 031
Salaires et charges sociales	958 884	1 042 222
	1 019 054	1 184 253
e) Frais de développement :		
Frais de développement	74 728	173 867
Salaires et charges sociales	808 047	791 174
	882 775	965 041





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

13. INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS (SUITE)

	31 mai 2012	31 mai 2011
	\$	\$
f) Frais financiers :		
Intérêts et frais bancaires	14 882	10 896
Intérêts sur débeture convertible	216 888	-
	<u>231 770</u>	<u>10 896</u>
g) Amortissements :		
Amortissement des immobilisations corporelles	264 522	371 598
Amortissement des frais de développement	49 449	192 593
Amortissement des actifs incorporels	341 774	254 488
	<u>655 745</u>	<u>818 679</u>

14. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS

Au 31 mai 2012, le solde des engagements contractuels en vertu de baux et de contrats de location-exploitation s'établit à 726 697 \$.

Les loyers minimaux pour les cinq prochains exercices sont les suivants :

	2013	2014	2015	2016	2017
	\$	\$	\$	\$	\$
Loyer – Siège Social	121 596	122 525	112 663	-	-
Loyer – Toronto	57 450	63 496	63 496	65 051	67 945
Imprimantes multifonctions	10 495	10 495	10 495	10 495	10 495
	<u>189 541</u>	<u>196 516</u>	<u>186 654</u>	<u>75 546</u>	<u>78 440</u>

15. CAPITAL SOCIAL

a) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires votantes, participantes et sans valeur nominale.

b) Déclaré

	31 mai 2012	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
	\$	\$	\$
130 474 687 actions ordinaires aux 31 mai 2012 et 31 mai 2011, et 110 841 785 au 1 ^{er} juin 2010.	<u>25 438 120</u>	<u>25 438 120</u>	<u>23 001 758</u>

c) Transaction de l'exercice 2012

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

15. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

d) Transactions de l'exercice 2011

La société a complété un placement privé pour un produit brut total de 2 500 600 \$, représentant une émission de 16 132 902 unités au prix de 0,155 \$ l'unité.

- Le 9 février 2011, la société a complété une première partie d'un placement privé pour un produit brut de 1 892 600 \$ par l'émission de 12 855 483 unités au prix de 0,155 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital-actions de la société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,17 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 8 % comptant et la société a consenti des options d'achat d'unités équivalentes à 8 % des unités vendues au prix de 0,155 \$ l'unité.
- Le 28 mars 2011, la société a complété son placement privé pour un produit brut de 508 000 \$ par l'émission de 3 277 419 unités au prix de 0,155 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital-actions de la société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,17 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 8 % comptant et la société a consenti des options d'achat d'unités équivalentes à 8 % des unités vendues au prix de 0,155 \$ l'unité.

Le 10 février 2011, la société a acquis 100 % des actions en circulation de Praxis Santé inc. La contrepartie a été effectuée par un paiement en espèce de 800 000 \$ et par l'émission de 3 500 000 actions d'une valeur de 647 500 \$.

La juste valeur des unités octroyées aux agents au cours de l'exercice a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	31 mai 2011	
	28 mars 2011	9 février 2011
Nombre d'unité	262 193	1 028 439
Valeur de l'action	0,155 \$	0,155 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant
Volatilité prévue	90 %	90 %
Taux d'intérêt sans risque	1,75 %	1,87 %
Durée prévue	24 mois	24 mois

La commission aux agents pour le placement privé représente des frais d'émission d'actions de 120 099 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011.

e) Détail du capital social

	Nombre	Déclaré \$
Solde au 1 ^{er} juin 2010	110 841 785	23 001 758
Émission placement privé (février & mars 2011)	16 132 902	1 788 862
Émission acquisition d'entreprise (février 2011)	3 500 000	647 500
Solde au 31 mai 2011	130 474 687	25 438 120
Solde au 31 mai 2012	130 474 687	25 438 120





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

15. CAPITAL SOCIAL (SUITE)

f) Actions entières

En vertu des exigences de la Bourse, la totalité des 18 000 000 d'actions ordinaires émises à l'issue de la prise de contrôle inversée ont été entières conformément à une convention d'entierement de titres.

Selon les termes de la convention, 0 % des actions ordinaires ont été libérées dès la publication finale de la Bourse et 5 % des actions ordinaires supplémentaires ont été libérées à intervalles de six mois par la suite, soit les 6^e, 12^e, 18^e, 24^e, et 10 %, pour les 30^e, 36^e, 42^e, 48^e, 54^e, 60^e, 66^e et 72^e mois suivant la libération initiale. Cette convention a pris fin le 8 août 2011.

Au 31 mai 2012, aucune action ordinaire n'était entière (1 800 000 et 5 400 000 actions ordinaires étaient entières au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010 respectivement).

16. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 25 novembre 2011. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011 :

	Options	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au 1 ^{er} juin 2010	9 721 500	0,31
Octroyées	3 207 500	0,20
Annulées	(2 735 000)	0,24
Solde au 31 mai 2011	10 194 000	0,29
Octroyées	4 740 000	0,15
Annulées	(5 681 500)	0,36
Solde au 31 mai 2012	9 252 500	0,18

Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011 :

a) Au 31 mai 2012

Nombre	Options en circulation		Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$		\$
2 205 000	14	0,20	2 205 000	0,20
100 000	27	0,32	100 000	0,32
2 382 500	43	0,20	2 382 500	0,20
35 000	43	0,20	35 000	0,20
4 530 000	54	0,15	4 530 000	0,15
9 252 500	41	0,18	9 252 500	0,18





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

16. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2012

En novembre 2011, la société a octroyé 4 740 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 4 740 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,15 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	31 mai 2012
Date	30 novembre 2011
Quantité	4 740 000
Valeur de l'action	0,075 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	100 %
Taux d'intérêt sans risque	1,46 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 229 890 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2012.

b) Au 31 mai 2011

Options en circulation			Options pouvant être levées	
Nombre	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée	Nombre	Prix de levée
		moyen pondéré		moyen pondéré
		\$		\$
989 000	1	0,20	989 000	0,20
640 000	6	0,20	640 000	0,20
150 000	8	0,25	150 000	0,25
3 037 500	11	0,50	3 037 500	0,50
2 575 000	26	0,20	2 575 000	0,20
100 000	39	0,32	100 000	0,32
100 000	39	0,20	100 000	0,20
2 567 500	55	0,20	2 567 500	0,20
35 000	55	0,20	35 000	0,20
10 184 000	25	0,29	10 184 000	0,29

Transaction de l'exercice 2011

En décembre 2010, la société a octroyé 3 207 500 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 207 500 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,20 \$ l'action pour une période de cinq ans.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

16. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS (SUITE)

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice 2011 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	31 mai 2011	
	13 décembre 2010	16 décembre 2010
Quantité	3 172 500	35 000
Valeur de l'action	0,17 \$	0,17 \$
Rendement prévu de l'action	Néant	Néant
Volatilité prévue	90 %	90 %
Taux d'intérêt sans risque	2,49 %	2,49 %
Durée prévue	60 mois	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 370 787 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011.

17. BONS DE SOUSCRIPTION

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation des bons de souscription pour les exercices clos le 31 mai 2012 et le 31 mai 2011 :

	Bons	Prix de levée moyen pondéré	Valeur
		\$	\$
Solde au 1 ^{er} juin 2010	13 205 747	0,35	1 794 661
Bons de souscriptions expirés	(13 205 747)	0,35	(1 794 661)
Bons de souscription octroyés aux investisseurs	8 066 452	0,17	711 737
Bons de souscription octroyés aux placéurs pour compte	645 316	0,17	56 939
Solde au 31 mai 2011	8 711 768	0,17	768 676
Bons de souscription octroyés aux détenteurs de la débenture	10 000 000	0,15	-
Solde au 31 mai 2012	18 711 768	0,16	768 676

a) Transactions de l'exercice 2012

Le 30 septembre 2011, dans le cadre de la débenture convertible, la société a émis 10 000 000 bons de souscription. Chaque bon de souscription permettra à son détenteur d'acquiescer une action ordinaire au prix de 0,15 \$ par action pour une période de 24 mois suivant la date de clôture.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

17. BONS DE SOUSCRIPTION (SUITE)

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour compte en circulation au 31 mai 2012 :

Nombre	Bons en circulation	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré
		\$
6 427 742	9	0,17
514 219	9	0,17
1 638 710	10	0,17
131 097	10	0,17
10 000 000	16	0,15
18 711 768	13	0,16

b) Transactions de l'exercice 2011

Le 8 juillet 2010, 13 205 747 bons de souscription, à un prix d'exercice de 0,35 \$, sont venus à échéance. Les bons de souscription ont été annulés et la valeur comptable globale, soit 1 794 661 \$, a été transférée au surplus d'apport.

Le 9 février 2011, la société a complété une première clôture d'un placement privé pour un produit brut de 1 992 600 \$ par l'émission de 12 855 483 unités au prix de 0,155 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital social de la société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,17 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 8 % comptant et la société a consenti des options d'achat d'unités équivalentes à 8 % des unités vendues au prix de 0,155 \$ l'unité.

Le 28 mars 2011, la société a complété son placement privé pour un produit brut de 508 000 \$ par l'émission de 3 277 419 unités au prix de 0,155 \$ l'unité. Chaque unité est constituée d'une action ordinaire du capital social de la société et d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire. Chaque bon de souscription entier permettra au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la société à un prix d'exercice de 0,17 \$ pour une période de 24 mois. La commission aux agents a été de 8 % comptant et la société a consenti des options d'achats d'unités équivalentes à 8 % des unités vendues au prix de 0,155 \$ l'unité.

Le tableau suivant résume les renseignements sur les bons de souscription des investisseurs publics et des placeurs pour compte en circulation au 31 mai 2011 :

Nombre	Bons en circulation	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré
		\$
6 427 742	21	0,17
514 219	21	0,17
1 638 710	22	0,17
131 097	22	0,17
8 711 768	21	0,17





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

18. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Actifs financiers	31 mai 2012		31 mai 2011		1 ^{er} juin 2010	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 464 714	1 464 714	1 698 024	1 698 024	2 632 065	2 632 065
Prêts et créances	333 346	333 346	75 911	75 911	315 806	315 906
Passifs financiers						
Autres passifs	94 725	94 725	192 449	192 449	128 137	128 137
Débiteure convertible	1 447 981	1 329 028	-	-	-	-

La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 31 mai 2012, au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

19. GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque du marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs. La société est exposée au risque de taux d'intérêt principalement en ce qui concerne sa débiteur convertible à taux fixe.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

19. GESTION DES RISQUES ASSOCIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La société n'a pas de dettes qui portent intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créanciers et de sa dette convertible.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication e-Pic.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.

20. GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la société a pour objectif, depuis le début de ses opérations, la continuité de son exploitation afin de poursuivre le développement et la commercialisation du Prescripteur ZRx, de PraxisLab et de son réseau de communication e-Pic, de protéger ses actifs, tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires. La société n'est soumise à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital. Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société a plusieurs possibilités, détaillées à la note 18.

La société définit son capital comme étant le total des capitaux propres et des dettes à long terme. Les capitaux propres (581 787 \$ au 31 mai 2012, 3 371 938 \$ au 31 mai 2011 et 3 827 243 \$ au 1^{er} juin 2010) sont composés du capital social, de la composante capitaux propres de la dette convertible, des bons de souscription, du surplus d'apport et du déficit. Les dettes à long terme totalisent 1 329 028 \$ au 31 mai 2012 et étaient inexistantes au 31 mai 2011 et au 1^{er} juin 2010. La diminution du capital de 1 461 123 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012 est expliquée par le déficit de la période, diminué de la dette convertible, des options d'achat d'actions octroyées et de la composante capitaux propres de la dette convertible. La diminution du capital de 455 305 \$ au cours de l'exercice clos le 31 mai 2011 est expliquée par le déficit diminué du placement privé et des options d'achat d'actions octroyées.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

21. IMPÔTS

La charge d'impôts sur les bénéfices diffère du montant d'impôts par application des taux statutaires pour les raisons suivantes :

	2012	2011
	\$	\$
Impôts au taux d'imposition applicable de 27,78 % (29,28 % en 2011)	(857 215)	(1 083 303)
Incidences fiscales des charges non déductibles	70 976	123 398
Avantages fiscaux non comptabilisés	788 239	959 905
Total	-	-

Les impôts futurs se détaillent comme suit :

	2012	2011
	\$	\$
Actifs d'impôts futurs		
Pertes fiscales reportables	5 959 350	5 257 314
Frais de financement reportés	128 232	207 447
Excédent de l'amortissement comptable sur l'amortissement fiscal	899 302	713 364
Frais de développement capitalisés	246 311	319 805
	7 233 195	6 497 930
Passifs d'impôts futurs		
Propriété intellectuelle	204 629	325 779
Passifs d'impôts futurs constatés	204 629	325 779
Actifs d'impôts futurs nets	7 028 566	6 172 151
Moins : provision pour moins-value	7 028 566	6 172 151
Actifs d'impôts futurs constatés	-	-

De plus, la société a des crédits d'impôts inutilisés de 556 685 \$ au 31 mai 2012 (454 278 \$ au 31 mai 2011 et 400 660 \$ au 1^{er} juin 2010).

Les pertes fiscales à reporter au 31 mai 2012 s'élèvent à 22 338 622 \$ au fédéral et 21 920 646 \$ au provincial. Depuis 2009, la société a un bureau d'affaires en Ontario.

Les pertes fiscales exploreront comme suit :

Année	Fédéral	Provincial
	\$	Québec
2015	106 692	107 130
2026	1 600 667	1 591 005
2027	2 788 135	2 587 862
2028	3 758 092	3 689 761
2029	4 554 227	4 469 581
2030	3 695 314	3 662 997
2031	3 038 657	3 015 472
2032	2 796 838	2 796 838
	22 338 622	21 920 646





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

22. PARTIES LIÉES

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions. La rémunération salariale des principaux dirigeants, pour l'exercice clos le 31 mai 2012 totalise 561 538 \$ (600 000 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011). De plus, le 30 novembre 2011, 690 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,15 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées à ces principaux dirigeants et représente un coût de rémunération à base d'actions de 33 465 \$ (52 020 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2011).

b) Opérations entre sociétés liées

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2012, la société a versé des honoraires professionnels totalisant 64 880 \$ (86 310 \$ en 2011) à une société détenue par un actionnaire et administrateur de la société. Aucune somme n'est due pour l'exercice clos le 31 mai 2012 et pour l'exercice clos le 31 mai 2011, les créateurs incluent une somme de 7 210 \$.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos le 31 mai 2012 et 31 mai 2011, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités.

Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

23. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

En juillet 2012, la société a octroyé 3 830 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 3 830 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,10 \$ l'action pour une période de cinq ans.

24. TRANSITION AUX NORMES IFRS

Les présents états financiers consolidés de la société ont été établis conformément aux IFRS comme il est décrit aux notes 2 et 4. La société produit pour la première année ses états financiers consolidés selon l'IFRS 1, « Première application des Normes Internationales d'Information financière ». La date d'adoption des IFRS par la société est le 1^{er} juin 2011 et la date de clôture des états financiers consolidés est le 31 mai 2012. Toutefois, la date de transition de la société aux IFRS est le 1^{er} juin 2010, soit la date de la première période comparative. La société a établi son état de la situation financière d'ouverture en IFRS à cette date.

IFRS 1 est fondée sur le principe que l'adoption des IFRS devrait être appliquée de façon rétrospective. Toutefois, IFRS 1 offre certaines exemptions facultatives et certaines exceptions obligatoires à l'application rétrospective des IFRS aux entités qui présentent leurs premiers états financiers IFRS. Ces exemptions et exceptions, qui s'appliquent à la société, sont traitées ci-après.

EXEMPTIONS FACULTATIVES AUX IFRS

Regroupements d'entreprises – IFRS 1 permet à une entité d'appliquer IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », soit rétrospectivement pour tous les regroupements, rétrospectivement à partir d'une certaine date ou prospectivement pour les regroupements de la société survenus après la date de transition (1^{er} juin 2010). La société a décidé d'appliquer IFRS 3 prospectivement. Ainsi, les regroupements effectués avant le 1^{er} juin 2010 n'ont pas été retraités.





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

24. TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Transactions dont le paiement est fondé sur des actions – IFRS 1 encourage l'application des dispositions d'IFRS 2, « Paiement fondé sur des actions », aux instruments de capitaux propres attribués le 7 novembre 2002 ou avant cette date, mais permet également aux entités de n'appliquer ces dispositions qu'aux instruments de capitaux propres attribués après le 7 novembre 2002 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à la date de transition. La société a choisi de se prévaloir de cette exemption permise par IFRS 1 et a appliqué les dispositions d'IFRS 2 à tous les instruments de capitaux propres attribués après le 1^{er} janvier 2006 dont les droits n'avaient pas encore été acquis à sa date de transition.

Désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement – IFRS 1 permet de modifier la désignation d'instruments financiers comptabilisés antérieurement à condition que l'actif ou le passif financier remplisse certains critères énoncés à la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ». La société a décidé de ne pas modifier la désignation de ses instruments financiers.

Juste valeur ou réévaluation en tant que coût présumé – IFRS 1 permet à une entité d'évaluer ses immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition et subséquemment utiliser cette juste valeur comme coût présumé. La société a décidé de ne pas évaluer ses immobilisations corporelles à la juste valeur à la date de transition.

EXCEPTIONS OBLIGATOIRES AUX IFRS

Estimations comptables – Conformément à IFRS 1, les estimations établies selon les IFRS à la date de transition doivent être cohérentes avec les estimations établies à la même date selon les PCGR antérieurs, après les ajustements destinés à refléter toute différence entre les méthodes comptables, sauf si des éléments probants objectifs montrent que ces dernières estimations étaient erronées. Ainsi, un nouvel adoptant ne peut utiliser de l'information a posteriori pour établir ou réviser des estimations comptables. Les estimations précédemment établies par la société en vertu des PCGR du Canada n'ont pas été révisées, sauf lorsqu'il était nécessaire de refléter toute différence entre les méthodes comptables.

RAPPROCHEMENTS ENTRE LES IFRS ET LES PCGR DU CANADA

IFRS 1 exige d'une entité d'expliquer l'impact de la transition des PCGR antérieurs aux IFRS sur sa position financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. En conséquence, la société doit divulguer ces rapprochements au 1^{er} juin 2010 et au 31 mai 2011 pour ses capitaux propres, et au 31 mai 2011 pour son résultat global. Il est à noter que le passage des PCGR du Canada aux IFRS n'a pas eu d'incidence significative sur les flux de trésorerie générés par la société.

Les informations suivantes présentent les rapprochements des PCGR du Canada aux IFRS pour les soldes et périodes requises.

Rapprochement des capitaux propres

	Notes	31 mai 2011	1 ^{er} juin 2010
		\$	\$
Capitaux propres – PCGR du Canada		4 231 897	4 681 892
Actifs incorporels – impôts futurs	a)	(682 000)	(682 000)
Amortissements – actifs incorporels		238 700	238 700
Amortissements – immobilisations corporelles	b)	(416 659)	(411 349)
Capitaux propres – IFRS		3 371 938	3 827 243





ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AUX 31 MAI 2012, 31 MAI 2011 ET 1^{ER} JUIN 2010

24. TRANSITION AUX IFRS (SUITE)

Rapprochement du résultat global

	PCGR du Canada	Pour l'exercice clos le 31 mai 2011		
		Notes	Ajustements	IFRS
	\$		\$	\$
Chiffre d'affaires	2 885 568		-	2 885 568
Frais d'exploitation excluant l'amortissement	5 772 006		-	5 772 006
Amortissements	813 369	c)	5 310	818 679
Perte nette et résultat global	(3 699 807)		(5 310)	(3 705 117)

a) **Actifs incorporels** – Les PCGR du Canada permettaient à une société d'augmenter le coût de la propriété intellectuelle des impôts futurs qui y sont rattachés, tandis que les IFRS ne le permettent pas. Une radiation du montant non amorti de 682 000 \$ a été comptabilisée en réduction des capitaux propres et de l'actif incorporel correspondant à la date de transition. Suite à ce changement, l'amortissement cumulé lié à la propriété intellectuelle a été diminué d'un montant de 238 700 \$. L'effet net à la date de transition a été une diminution de 443 300 \$ de la valeur comptable nette de l'actif incorporel et une augmentation du déficit.

b) **Immobilisations corporelles** – Les IFRS exigent que le montant amortissable d'un actif soit réparti systématiquement sur sa durée d'utilité, et que le mode d'amortissement utilisé reflète le rythme selon lequel la société s'attend à consommer les avantages économiques futurs liés à l'actif. Ces exigences étaient moins explicites dans les PCGR du Canada.

Les IFRS spécifient que l'amortissement linéaire conduit à une charge constante sur la durée d'utilité de l'actif si la valeur résiduelle de l'actif ne change pas. La société a donc évalué que selon cette définition, le mode d'amortissement linéaire reflète davantage le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs liés à ses immobilisations corporelles.

L'impact cumulatif du changement du mode d'amortissement dégressif (PCGR du Canada) au mode d'amortissement linéaire (IFRS) a entraîné une diminution de la valeur comptable des immobilisations corporelles de 484 859 \$ suite à une augmentation du même montant de l'amortissement cumulé à la date de transition, en contrepartie d'une augmentation du déficit.

c) **Amortissements** – Pour l'exercice clos le 31 mai 2011, le changement de méthode d'amortissement a généré une augmentation de l'amortissement de 5 310 \$.





RENSEIGNEMENTS CORPORATIFS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pietro Perrino (2)
Administrateur, président du conseil

Yves Marmet
Administrateur, président et chef de la direction

Marie-Hélène Pinard (1) (2)
Administratrice, secrétaire et chef des finances

Nicholas Matziorinis (1)
Administrateur, président du comité d'audit

Micheline Luneau (1) (2)
Administratrice

André Marmet
Administrateur

Robert Powell
Administrateur

(1) Membre du comité d'audit

(2) Membre du comité des ressources humaines

SIÈGE SOCIAL ET DIRECTION GÉNÉRALE

6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Téléphone : 450.678.5457
Télécopieur : 450.678.9650
Courriel : info@zoommed.com
Site Internet : www.zoommed.com

BUREAU TORONTO

600, Cochrane Drive, suite 110
Markham (Ontario), L3R 5K3

Téléphone : 905.470.7447
Télécopieur : 905.470.7497

BOURSE

Les actions sont inscrites à la bourse de croissance TSX
Symbole boursier : ZMD

AUDITEURS

Mazars Harel Drouin, s.e.n.c.r.l.
215, rue St-Jacques, bureau 1200
Montréal (Québec), H2Y 1M6

CONSEILLERS JURIDIQUES

Séguin Racine, Avocats Ltée
3030, boul. Le Carrefour, bureau 1002
Laval (Québec), H7T 2P5

&

Lapointe Rosenstein Marchand Melançon, s.e.n.c.r.l.
1250, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 1400
Montréal (Québec), H3B 5A9

AGENT DE TRANSFERT

Services aux Investisseurs Computershare inc.
1500, rue Université, bureau 700
Montréal (Québec), H3A 3S8

ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le
23 novembre 2012 à 10:00
Centre Sheraton, Montréal

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES ET LES INVESTISSEURS

Les actionnaires, les investisseurs institutionnels, les courtiers, les analystes en valeurs mobilières ou toutes autres personnes qui désirent recevoir des renseignements financiers, des éclaircissements ou des exemplaires du rapport annuel ou de la notice annuelle de ZoomMed doivent écrire à :

Service des relations avec les investisseurs et les actionnaires

6300, rue Auteuil, suite 121
Brossard (Québec), J4Z 3P2

Courriel : info@zoommed.com





Clinique ZoomMed
6300, rue Auteuil, suite 121, Brossard, QC J4Z 3P2
Tel: (450) 678-5457 Fax: (450) 678-9650

NOM **PIERRE TREMBLAY**
DDN 01/01/1932 #DOS. 1122
DATE 31-mai-2012

Glucophage Comp. 500mg
1 co. BID • # 60 • Ren.: 12

ASaphen Comp. Mast. 80mg
1 co. DIE • # 30 • Ren.: 12

Altace Capsule 10mg
1 caps DIE • # 30 • Ren.:12

Lipitor Comp. 20mg
1 co. DIE • # 30 • Ren.:12

Symbicort Pd Inh. (app) 200-6mcg/dose
1 inh. BID • x 1 mois • Ren.: 12.

Sheehy
Dre Lucie Sheehy
1-11-111-1

Zoommed.com Z534-0853-4825-5680 p 1 de 1

Smartphone screen: 13:19, Recherche patient, www.zoommed.com/Z..., Google, ou patient sans dossier, Patient, Dermer: PIERRE TREMBLAY, Signature: REPEATATUR 1 2 3 4 5 NR

